

XXVII^e CONGRÈS INTERNATIONAL DU NOTARIAT

Lima (Pérou) – 10-12 octobre 2013

DELEGACION DE L'URUGUAY

Thème I: “Réflexions du notariat relatives au droit de famille et des successions face aux nouveaux rapports sociaux”

**RAPPORT du COORDONNATEUR NATIONAL au
COORDONNATEUR INTERNATIONAL**

--- O O O ---

Montevideo, le 26 février 2013

Monsieur le Coordonnateur international
du XXVII^e Congrès international du Notariat
Maître Pascal CHASSAING

Monsieur le Coordonnateur international,

Conformément aux dispositions que vous avez transmises par courrier du 12 novembre dernier, je vous prie de trouver ci-joint le rapport relatif aux diverses propositions du Notariat uruguayen concernant le Thème I ci-dessus indiqué. Afin d'organiser ce rapport, voici quelques précisions relatives aux études présentées.

Chapitre I

Introduction

1.- Il s'agit de cinq études rédigées par les notaires uruguayens ci-après : Maîtres Ruben B. SANTOS BELANDRO, Alicia GONZALEZ BILCHE, Gustavo ORLANDO, Alicia SANTOS et moi-même, Enrique AREZO PIRIZ.

2.- Ces études ont respecté les consignes prescrites dans votre courrier. Certaines passent en revue les aspects généraux du droit de famille et des successions. D'autres, après une brève introduction sur le droit de famille, se penchent sur la filiation et l'adoption. L'une d'entre elles examine deux choix juridiquement possibles face à la maternité non souhaitée: l'adoption et l'avortement. Un autre travail examine le projet national de mariage égalitaire, actuellement à l'étude au sénat de la République. Le droit de succession en Uruguay pour cause de décès fait également l'objet d'une analyse. En somme, les réflexions ont porté sur tous les aspects figurant au programme. Voilà

pourquoi le présent rapport soumis à Monsieur le Coordonnateur international a adopté une structure parallèle à celle des travaux présentés.

Chapitre II

Ruben B. SANTOS BELANDRO

3.- (*L'auteur et le titre*). Nous aborderons en premier lieu le travail de Maître **Ruben B. SANTOS BELANDRO**, intitulé: "Réflexions du Notariat relatives au droit de famille et des successions face aux nouveaux rapports sociaux (mariage, évolution du lien conjugal, divorce, filiation, adoption, vocation héréditaire), dont une synthèse est transcrite ci-dessous.

4.- (*Expansion de la codification*) La vague de codification qui a gagné l'Europe et ensuite l'Amérique latine depuis le XIX^e siècle visait à mettre en place une série de principes dans les sociétés nationales régies par les codes : premièrement, l'unification du droit, une seule solution juridique pour l'ensemble du pays; deuxièmement, la primauté de la loi sur toute autre source de droit, qui a abouti au légicentrisme; troisièmement, l'idée de la pérennité inhérente au droit et par voie de conséquence, celle des institutions juridiques consacrées par les codes adoptés. Il était entendu que l'existence d'un code pour chaque branche du droit renforçait les institutions nationales et l'Etat lui-même.

5.- (*Causes de la décadence de la codification*) Les idéaux à la base des codes des XVIII^e et XIX^e siècles n'eurent qu'une courte vie, ou plutôt, ils ont duré tant que les institutions sociales sont restées stables. Sous l'influence de l'économie – grand agent destructeur et constructeur d'institutions –, de la diffusion de l'agnosticisme en matière religieuse, de l'expansion de la démocratie et de ses idées de participation et d'égalité de tous les membres du corps social, les institutions de droit privé et en particulier, du droit de famille, subirent de profondes modifications.

6.- (*Evolution moderne du droit de famille*) Toute personne qui examine la situation de la présente année 2013 aura inévitablement des impressions contradictoires: d'une part, les institutions de famille consacrées par les codes nationaux et des Etats ont pour la plupart été entièrement anéanties jusqu'à leurs moindres détails (verre vide), alors que d'autre part on constate également l'inépuisable émergence de nouveaux modes de cohabitation entre les êtres humains, impensables il y a à peine 50 ans (verre plein). Si l'on souhaite embrasser le panorama complet de la évolution du droit de famille, il faudra tenir compte de ces deux côtés de cette même réalité et en faire le bilan, afin de conjuguer et de rechercher des sens nouveaux et de dégager une idée claire de ces évolutions, comme nous le souhaitons dans le cadre du présent XXVII^e Congrès international du Notariat.

7.- (*La nouvelle famille à l'heure actuelle*) La famille est, et restera, la base de toute société ; sans famille, pas de civilité, il serait impossible d'imaginer une polis, car c'est là qu'ont lieu les premières modalités de rapports entre les individus, qu'il s'agisse d'adultes ou de mineurs, et entre les sexes. C'est au sein de la famille que les valeurs –

autant que les antivaleurs – sont inculquées, c'est là que sont établies les limites entre le permis et l'interdit. Il en a toujours été ainsi, mais aujourd'hui tout prend un sens différent: le modèle de famille imposée par les codes des deux derniers siècles a cessé d'être l'exemple à suivre et l'on voit apparaître une grande variété de familles alternatives, que le droit doit forcément prendre en considération pour remplir les deux principes essentiels suivants: l'égalité entre ses membres afin d'éviter toute discrimination, et la protection de ses membres les plus vulnérables. Voilà tout : selon la principale tendance constatée de nos jours, l'Etat a la ferme intention de s'abstenir d'imposer un quelconque modèle de famille. Le choix du type de famille relève uniquement de chaque personne.

8.- (*Transformations du mariage*) En conséquence, le mariage s'est lui aussi transformé. Il est aujourd'hui difficile de définir avec certitude ce que l'on entend par mariage en faisant appel au droit comparé: la singularité n'a pas pu s'imposer définitivement et il a fallu reconnaître les mariages polygames ou l'existence simultanée d'un mariage et d'un concubinat; la formalité s'affaiblit également, de sorte qu'en Occident de plus en plus de couples célèbrent leurs noces sans passer par le Registre de l'état civil. Il existe toutefois plus de 1,4 milliards de personnes qui ont adopté le mariage par consensus, comme c'est le cas des musulmans; la stabilité du mariage a été ébranlée par la diffusion *urbi et orbe* du divorce; et plus récemment, le mariage entre personnes du même sexe semble aussi s'implanter. Comment donc définir le mariage aujourd'hui? C'est sans doute la tâche la plus difficile pour les juristes, au point que certains se contentent de le considérer comme un rapport stable fondé sur l'appui économique réciproque et l'affection partagée, soit quelque chose qui ressemble fort à un rapport d'amitié.

9.- (*Régime patrimonial du mariage*) Quant au régime des biens du mariage et à la dissolution des couples, le panorama semble moins conflictuel: le régime des biens établit l'autonomie de la volonté en application du contrat de mariage qui peut être passé, selon le droit comparé, soit avant, soit après le mariage. Dans les pays où cette dernière option n'est pas reconnue, il est possible de demander auprès des tribunaux la modification du régime légal adopté lors de la célébration du mariage. Le régime légal de la communauté des biens réduite aux acquêts ne s'applique qu'à titre subsidiaire.

10.- (*Divorce*) En matière de divorce, reconnu dans presque tous les pays du monde, certains régimes fixent une limite minimum d'existence du lien matrimonial, afin d'éviter les décisions précipitées et imprudentes que peut souvent entraîner la naissance d'une nouvelle situation de famille. Les causes de divorce sont assez similaires dans tous les pays, bien que certains régimes pratiquent une discrimination positive en faveur de la femme, contraire aux droits fondamentaux de l'homme, puisqu'ils permettent le divorce sur seule volonté de la femme. Apparemment, après sanction du projet de loi relatif au mariage égalitaire, cette situation changera en Uruguay.

11.- (*Filiation*) Les filiations ont subi des transformations suite aux progrès biotechnologiques nouveaux ou moins nouveaux: la possibilité d'avoir des enfants sans rapports sexuels, de créer un embryon hors du ventre maternel pour ensuite l'y implanter, de recourir à des donneurs (anonymes) d'ovules et de sperme afin de combler le souhait de devenir père ou mère lorsque la nature ne l'a pas permis. Plus récemment,

depuis que les établissements publics de santé ont commencé à maîtriser ces techniques, on a aussi recours à la maternité subrogée, aux ventres à louer, à la location de ventres ou d'utérus, qui aboutissent à quelque chose d'inquiétant: le droit à avoir *un* enfant, un enfant aux caractéristiques bien précises. Ce désir deviendra de plus en plus pressant au fur et à mesure que les techniques médicales progressent. L'intérêt supérieur du mineur en tant que sujet de droit, consacré avec force par la Convention relative aux droits des enfants de l'ONU, risque d'être menacé par l'aliénation dont la mère porteuse fait l'objet, car elle est réduite à la condition de réceptacle ou de simple dispositif reproducteur, ainsi que de l'enfant qui va naître, dont on souhaite déterminer les caractéristiques morphologiques et éventuellement, intellectuelles.

12.- (*Autonomie de la volonté*) A l'autre bout du cycle vital et bien que cette question ne figure pas parmi les thèmes du Congrès, il y a les personnes d'âge de plus en plus avancé: les êtres humains vivent toujours plus longtemps, ils constituent le troisième voire le quatrième âge ou sont en cours de vieillissement. Ces personnes demandent un traitement spécifique, adapté à leurs particularités, et les Etats ont commencé à y veiller. Leur principal souci est de continuer à vivre conformément aux principes qui ont gouverné toute leur vie, d'éliminer la distinction juridique radicale entre personnes "capables" et "incapables" et de reconnaître, en dépit de certaines incapacités spéciales, des domaines où ces personnes peuvent organiser leur vie de manière indépendante. Cette idée d'autonomie qui paraît gagner de l'ampleur chez les personnes âgées a permis de favoriser les "déclarations sur la propre incapacité", aux termes desquelles chaque personne décide que faire du point de vue de sa propre santé au cas où elle ne serait plus en mesure de décider. Il y a là un nouveau domaine pour le notaire qui reçoit la volonté des personnes souhaitant résoudre ces aspects de leur vie.

13.- (*Elargissement de l'autonomie de la volonté*) La chute des paradigmes juridiques a rendu possible une plus grande autonomie de la volonté dans la presque totalité des aspects du droit de famille. L'utilisation du nom paternel ou maternel dans l'ordre souhaité par les intéressés en un exemple. Les législations des Etats ont commencé à conférer aux parents le droit de décider de l'ordre de ces noms, alors que le modèle légal imposé jusqu'à présent assurait la priorité soit du nom du père (patronyme dans les pays hispanophones), soit du nom de la mère (matronyme dans les pays lusophones).

14.- (*Problèmes associés à la facilitation du testament*) Un problème sérieux se pose en matière successorale, notamment depuis l'apparition d'un courant fort – consacré par une Convention de La Haye à ce sujet– qui propose un allègement de plus en plus intense des formes testamentaires. Or, s'il est vrai qu'une rigueur excessive est inacceptable, la suppression de toute formalité l'est également. En République populaire de Chine, par exemple, le testament contenu dans un CD ou octroyé devant deux témoins est considéré comme aussi valable que le testament authentique traditionnel. Comme nous, notaires, le savons bien, la formalité n'est pas une fin en soi mais remplit de nombreux objectifs, dont le principal est peut-être de fixer la libre volonté du testateur émise en dehors de toute pression ou altération. Les libertés admises en Chine semblent inquiétantes car ces deux prémisses pourraient être méconnues. Si un chef d'entreprise chinois est propriétaire de biens en Uruguay et que l'on acceptait en Uruguay la solution proposée par le projet de loi de droit international privé qui régit les aspects formels du testament en fonction des règles du lieu de sa passation, il y aurait d'énormes difficultés pour vérifier la véracité et l'exactitude des dernières dispositions

de ce sujet, ainsi que pour obtenir la déclaration des témoins qui vivent à des milliers de kilomètres de distance, qui parlent une langue et possèdent une culture absolument différentes des nôtres. Cette tendance vers le renforcement de l'autonomie de la volonté en matière successorale peut même affecter les parts réservataires dévolues aux héritiers les plus proches. On affirme en effet qu'à présent la femme et les enfants travaillent et jouissent d'une plus grande indépendance, et que désormais la cellule patriarcale qui permettait la solidarité entre ses membres n'est plus nécessaire. C'est une question qu'il faudra examiner en profondeur dans le cadre du présent Congrès de l'UINL et de ceux qui s'en suivront.

15.- (*Conclusion*) En conclusion de ce bref *excursus*, disons que l'importance des droits de l'homme dans les activités notariées ne cesse de grandir. Les personnes vivent plus intensément, elles exercent leurs droits fondamentaux en conséquence et les exposent auprès du notaire qui agit dans les différents domaines de sa compétence. Les études notariales sur ces questions commencent à peine à se développer et devront être approfondies à l'avenir.

SYNTHÈSE PARTICULIÈRE DU RAPPORT ET PROPOSITIONS DIVERSES

16.- (*Synthèse finale et propositions diverses*) Vu les progrès accomplis en matière de maternité par subrogation, il faut veiller au respect de la dignité de la mère porteuse, qui ne saurait être considérée comme un objet ou un simple dispositif de reproduction (paragraphe N° **11**). Par ailleurs, il est conseillé de rechercher des solutions intermédiaires entre la capacité plénière et l'incapacité absolue, afin que les aînés puissent formuler des déclarations sur leur propre incapacité. Il s'agit là d'un vaste domaine d'action pour le notaire (paragraphe N° **12**). Nous pourrions de plus examiner les différentes modalités de testaments pour alléger sans exagération les formalités aujourd'hui en vigueur (paragraphe N° **14**). Il faudrait de plus approfondir l'étude du rôle du notaire dans les différents domaines de sa compétence, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme (paragraphe N° **15**).

Chapitre III

Maître Enrique AREZO PIRIZ

17.- (*L'auteur et le titre*) Maître **Enrique AREZO PIRIZ** a intitulé son travail "Filiation et adoption" et l'a divisé en trois points. Le premier porte sur les antécédents de la question: la famille, le lien de famille et les causes de leurs transformations. Le deuxième passe en revue la législation uruguayenne et la nouvelle loi du 18 septembre 2009 relative à l'adoption. Le troisième aborde la filiation et l'adoption. Chacune de ces questions sera présentée séparément.

18.- (*La famille en général*) Le premier point aborde la notion actuelle de famille, fondée sur le mariage, l'union concubinaire et la filiation. La famille constitue une réalité *sociologique, économique et juridique*. Du point de vue sociologique, elle existe dans toutes les sociétés et a pour objectif essentiel de veiller à la défense de ses membres. A mesure que l'Etat assume les fonctions dévolues à l'origine à la famille, ces rôles s'affaiblissent, bien que les liens familiaux demeurent très forts. Economiquement,

la famille est une unité de production grâce à laquelle l'ensemble de ses membres parviennent à obtenir des revenus impossibles pour les individus pris isolément. Juridiquement, l'existence de la famille est universellement reconnue, bien qu'elle ne soit pas revêtue de la personnalité morale.

19.- (*Le lien de famille*) Il peut provenir d'une double nature: du *mariage* et de la *filiation*, c'est-à-dire, d'un lien de sang. Si les enfants sont issus mariage, la filiation est dite légitime, s'ils sont issus d'une union non matrimoniale, elle est dite naturelle, à condition toutefois qu'il y ait eu reconnaissance volontaire de l'enfant ou déclaration judiciaire de reconnaissance. La filiation peut également provenir d'un lien artificiel, elle est donc dénommée filiation adoptive.

20.- (*Evolution du lien de famille*) Depuis les temps de la Rome antique le *pater familias* détenait le pouvoir sur les membres de la famille. Cette notion évolua vers celle de foyer (*domus*), mais c'est au XX^e siècle que l'évolution a basculé nettement en faveur du foyer. Il existe en Uruguay des lois qui consacrent le bien de famille (1938 et 1984), ainsi que l'égalité vis-à-vis des droits successoraux (1978). L'auteur fait référence aux recensements effectués en matière de famille qui font apparaître la diminution croissante de la nuptialité qui a conduit à la création de la loi de l'union concubinaire et des tribunaux de famille.

21.- (*Causes des transformations du droit de famille: changement de ses fonctions socio-économiques*) Parmi les causes des transformations du droit de famille sont d'abord cités les changements subis par ses fonctions socio-économiques, dont certaines ont progressivement été prises en charge par l'Etat ou d'autres organisations sociales ou économiques. Parmi ses fonctions macro-sociales, la famille a gardé les fonctions personnelles ainsi que les fonctions microsociales, notamment les fonctions conjugale, parentale et fraternelle. A cet égard, la famille remplit toujours un rôle essentiel et demeure pour ainsi dire irremplaçable.

22.- (*Idem: Progrès médicaux et biologiques*) Sont ensuite évoqués les progrès médicaux et biologiques accomplis, en particulier, en matière de reproduction, qui ont permis, par l'augmentation des méthodes contraceptives, de dissocier la sexualité de la reproduction. De plus, le perfectionnement des techniques modernes de reproduction assistée a séparé la sexualité de la reproduction. Il y a toujours eu sexualité sans reproduction, mais aujourd'hui la procréation est possible sans sexualité.

23.- (*Idem: Transsexualisme et espérance de vie*) L'étude se penche en troisième lieu sur le transsexualisme et l'espérance de vie. Transsexualisme examiné non seulement du point de vue social ou du comportement, mais aussi de ses aspects morphologiques et physiologiques. Quelque chose qu'il paraissait impossible de transformer il y a à peine quelques années, est devenu un acte possible relevant de la volonté humaine. Cette disponibilité n'est toutefois pas complète, car il demeure impossible de changer le sexe génétique ou chromosomique. En quatrième lieu, l'auteur examine l'espérance de vie, d'une part, et la diminution de la mortalité infantile, d'autre part, qui contribuent à réduire le nombre et la taille des familles, car il suffit de moins de familles et de moins d'enfants pour assurer la relève des générations.

24.- (*Idem: Incorporation de la femme au monde du travail*) Cela a favorisé une moindre dépendance de la femme vis-à-vis du travail du mari, et par voie de conséquence, une redistribution des pouvoirs, facultés et devoirs de l'un et l'autre sexe dans la structure interne de la famille. Pour la femme, le mariage devient moins nécessaire et se réduit à sa dimension purement affective et sentimentale.

25.- (*Idem: Facteurs philosophiques et idéologiques*) La famille, autrefois dépendante de certains éléments objectifs et naturels, est aujourd'hui caractérisée par des éléments de valeur subjectifs des individus et des Etats. La notion de famille *contractuelle*, douée d'une fonction non nécessairement matrimoniale, de structure égalitaire et de configuration plurielle, a progressivement gagné du terrain. C'est ce que l'on appelle "*subjectivisation*" du droit de famille. Dans la culture occidentale le mariage s'est rapproché des unions non matrimoniales et homosexuelles. Le mariage traditionnel s'étiolé : il est désormais considéré comme un acte de conformisme social, dépourvu de contenu précis, concret et absolu.

26.- (*Situation actuelle de la famille. L'adoption*) Etant donné que la procréation, le soutien et l'éducation des enfants, ainsi que leur socialisation progressive permettent la préservation de la société, l'Etat ne peut ignorer l'accomplissement de ces fonctions. L'adoption est au centre de ces questions. Si l'Etat est tenu de garantir le renouvellement des générations, nous ne comprenons pas comment cette idée peut être compatible avec la facilitation de l'accès à l'avortement, en particulier dans un pays comme l'Uruguay, dont la population n'a pas augmenté depuis 50 ans et dont le système de sécurité sociale ne pourra au bout de quelques années, selon ses autorités, être soutenu comme jusqu'à présent, faute justement de relève des générations.

27.- (*Filiation et adoption*) La filiation connaît en droit occidental deux grands volets : celui des parents qui ont engendré l'enfant et ont donc un lien biologique avec lui, et celui de la filiation reçue en vertu d'un acte volontaire, que nous appelons adoption au sens large. Ces deux institutions caractéristiques du droit de famille ne sont pas rapprochées uniquement par l'identité de leurs effets, mais surtout parce que leur fin commune est de veiller à la protection, à l'intérêt et au bonheur de l'enfant. Voilà pourquoi le législateur a voulu éliminer toute différence entre la filiation légitime et la filiation naturelle et assimiler les droits des enfants adoptés avec ceux des enfants légitimes ou naturels.

28.- (*La loi 18.590 du 18 septembre 2009*) Le deuxième volet est consacré à la législation uruguayenne et à la loi 18.590 du 18 septembre 2009, relative aux adoptions. L'auteur examine cette loi en dix points: I.- Introduction à l'adoption. II.- Evolution de la législation uruguayenne en matière d'adoption. III.- Analyse générale de la loi 18.590 du 18 septembre 2009. IV.- Caractéristiques générales de la loi 18.590. V.- Conditions requises pour adopter et être adopté. VI.- Jugement, inscription et certaines particularités. VII.- Effets de l'adoption. VIII.- La loi 18.590 et le notariat. IX.- Principales différences de la loi 18.590 en matière d'adoption plénière. X.- Considérations générales sur cette loi.

29.- (*Introduction à l'adoption*) La loi 18.590 a modifié les dispositions du Code de l'enfance et l'adolescence (ci-après C.N.A.). Elle a introduit d'importantes modifications dans la réglementation de l'adoption et la légitimation adoptive, celle-ci

est aujourd'hui dénommée adoption plénière de mineurs. L'adoption remonte à l'époque romaine de l'abrogation et de l'adoption, car il fallait pour la préservation des familles avoir un descendant du sexe masculin. L'abrogation concernait les personnes libres, les "*sui juris*" et l'adoption, celles soumises à l'autorité parentale ou "*alieni juris*". L'adoption exigeait l'intervention des autorités publiques. Avec Justinien, les exigences formelles sont simplifiées et on voit apparaître l'adoption simple ou "*minus*".

30.- (*Disparition de l'adoption romaine et sa réapparition au XIX^e siècle*). Suite à la disparition du paganisme et aux modifications civiles de la société, l'adoption a progressivement reculé. Elle réapparut à la fin du XVIII^e siècle avec la révolution française, qui permettait d'égaliser les fortunes. Or, elle ne fut sanctionnée qu'avec le Code et des idées de Napoléon, malgré des exigences très sévères. Celles-ci ont été assouplies, sans être supprimées, par la loi française du 19 juin 1923. Actuellement, l'adoption plénière ("*plénière*") qui élimine en France toute trace de filiation biologique, coexiste avec l'adoption simple ("*simple*") (lois 93-22 du 8 janvier 1993, 96-604 du 5 juillet 1966 et 2002-304 du 4 mars 2002, complémentaire de la loi 2007-293 de 5 mars 2007) et la plénière (lois 76-1179 de 22 décembre 1976, et Ord. 2005-759 du 4 juillet 2005 et 96-604 du 5 juillet 1996). Cette législation française a exercé une grande influence sur les lois qui ont organisé l'adoption simple et plénière en Uruguay.

31.- (*Origine de l'adoption actuelle en Uruguay*) L'approche juridique avant la création du Code Civil de 1868 était marquée par l'indifférence. Dans le rapport relatif à ce Code, il y a en revanche un exposé élogieux de l'adoption qui concerne les arts. 223 à 231. La loi 7.270 du 13 octobre 1920 a imposé le consentement de l'adopté, ou s'agissant de personnes incapables, celui de leur représentant légal. L'adoption devait être constatée par acte authentique notarié et inscrite auprès du Registre général des Adoptions, confié à la Direction générale de l'état civil. La loi 9.342 du 30 avril 1934 a sanctionné le Code de l'enfant dont les arts. 156 à 172 étaient consacrés à l'adoption. Selon la doctrine et la jurisprudence, ces articles étaient les dispositions applicables. La loi 10.674 du 20 novembre 1945 a introduit la légitimation adoptive, aujourd'hui adoption plénière. La loi 16.603 du 19 octobre 1994 l'a réintroduite au Code civil. Le 28 septembre 1990, l'Uruguay a ratifié la Convention internationale relative aux droits des enfants (ci-après "la Convention") qui aura des incidences sur les réformes de la loi 18.590. Elle consacre –entre autres– le droit de l'enfant dès la naissance, dans la mesure du possible, de connaître ses parents biologiques et d'être élevé par eux (art. 7^o, alinéa 1), de préserver son identité, y compris sa nationalité, son nom et ses relations familiales (art. 8^o, alinéa 1), d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents (art. 9^o, alinéa 3), d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant (art. 12, alinéa 2), la reconnaissance du système de l'adoption qui considère l'intérêt supérieur de l'enfant comme la considération primordiale (art. 21, *ab initio*). La loi 16.603 du 19 octobre 1994 a réglementé l'adoption telle que sanctionnée par le Code civil. Le C.N.A. a maintenu les deux catégories d'adoption parallèles, concernant les mineurs: l'adoption "simple" ou "ouverte", précédemment adoption, tout court, et la légitimation adoptive, et y a ajouté l'adoption internationale. Finalement, la loi a créé le Registre national des Adoptions en remplacement du Registre général des Adoptions qui n'assurait pas la préservation et la disponibilité des données minima indispensables de la famille biologique.

32.- (*Analyse de la loi 18.590*) Au point III l'auteur analyse les aspects généraux de la loi 18.590 applicable selon le C.N.A. aux moins de 18 ans, alors que les dispositions du Code Civil relatives à l'adoption des majeurs demeurent en vigueur. La nouvelle loi insiste notamment sur quatre points: a) l'intervention du pouvoir public pour tout ce qui concerne l'adoption plénière, b) la priorité donnée à la famille d'origine ou biologique ou à d'autres membres de cette famille pour qu'ils s'occupent des mineurs, plutôt que de les confier aux adoptants, et le souci d'éviter toujours le placement en institution de l'enfant ou de l'adolescent, c) la sélection soigneuse des adoptantes, et d) la suppression du secret de l'adoption plénière pour permettre au mineur de rétablir les liens avec sa famille d'origine.

33.- (*Augmentation de l'intervention du pouvoir public en matière d'adoption*) Elle a lieu par l'intermédiaire des tribunaux de famille de première instance et de l'Institut de l'Enfance et de l'Adolescence de l'Uruguay (INAU), lorsque l'un des parents, membre ou non de la famille, à qui l'enfant est confié, décide de ne plus assumer cette responsabilité, il doit "au préalable" le faire savoir aux organismes ci-dessus indiqués. Cette même obligation est faite à toute personne ayant reçu la garde d'un mineur si elle n'a pas été accomplie. Si un service hospitalier connaissait une telle situation concernant un mineur, il est tenu de le faire savoir aux organismes précités, chargés d'adopter les mesures pertinentes et de les communiquer au tribunal compétent, conformément aux règles de la procédure conservatoire prescrite par le Code général de procédure.

34.- (*Séparation de l'enfant de sa famille d'origine et insertion familiale*) Au cas où le Tribunal de famille estimerait impossible le maintien de l'enfant au sein de sa famille d'origine, il ordonnera son insertion familiale afin d'éviter qu'il soit placé en institution, dans des foyers d'accueil *sélectionnés* par l'INAU, et ce, selon les règles de la procédure extraordinaire. L'avis de l'enfant ou de l'adolescent ainsi que celui de ses parents et de ceux qui ont assuré sa garde doivent être pris en considération, et, si possible, d'autres membres de la famille jusqu'au troisième grade de consanguinité doivent aussi être consultés. Le juge compétent est celui de la résidence du mineur, tandis que le juge compétent pour connaître de l'adoption est celui du domicile de l'adoptant. L'adoption ne peut avoir lieu que si le mineur n'a pas de liens affectifs ni avec ses parents biologiques ni avec sa famille d'origine. L'INAU est tenu de fournir au mineur un foyer convenable. Le consentement dûment éclairé pour donner l'enfant en adoption doit se faire auprès du juge saisi de l'affaire. Nous tenons à souligner la diversité des formalités de procédure consacrées par cette loi : mesures conservatoires provisoires pour protéger l'enfant abandonné; procédure extraordinaire pour ordonner la séparation définitive du mineur de sa famille d'origine et son insertion au sein d'une famille alternative en vue d'adoption. Enfin, procédure volontaire pour prononcer l'adoption. Ces formalités entraînent des difficultés graves pour faciliter l'adoption de mineurs.

35.- (*Conservation de l'enfant au sein de sa famille d'origine*) Le magistrat doit préférer autant que possible la famille d'origine à celle des adoptants et ordonner les mesures de soutien familial nécessaires pour assurer ce lien. L'adoption ne sera admise que si les adoptants s'obligent à préserver le lien de l'enfant avec sa famille d'origine.

36.- (*Sélection des adoptants cas d'adoption plénière*). Il incombe à l'INAU et au Registre général des adoptions de sélectionner les adoptants. Lorsqu'un mineur est abandonné, il est établi un ordre préférentiel d'insertion : d'abord, des membres de la famille d'origine, ensuite, un foyer d'accueil; puis, la garde par des tiers, aux fins ou non d'adoption, et enfin, un foyer institutionnel apte à garantir son développement. L'adoption n'est admise que si les adoptants s'obligent à respecter les liens du mineur avec sa famille d'origine, et dans ce cas, il faut établir un régime de visites. Il est difficile de comprendre comment concilier ces deux exigences : le fait que l'enfant ait été inscrit après expiration du délai légal et son adoption plénière, qui vise à égaler la situation de l'enfant adoptif avec celle d'un enfant légitime de la famille adoptante. Depuis l'élimination du secret et l'instauration d'une équipe interdisciplinaire chargée de "contrôler le respect du droit de l'adopté de connaître son origine et son identité", ces changements ne nous surprennent plus.

37.- (*Elimination du secret en cas d'adoption plénière*). Plusieurs dispositions concourent à cette fin. Ainsi, est tenu pour nul le consentement à la séparation de l'enfant avant qu'il naisse ou dans les trente jours de sa naissance. Le consentement n'est valable que s'il est prononcé en présence du juge, s'il est dûment éclairé, en connaissance des règles qu'il implique. Le législateur actuel n'a pas caché qu'il préfère que l'adopté ait le droit de connaître sa condition de tel depuis sa plus tendre enfance, comme conseillé à ses parents dans chaque cas concret. Le secret ne peut pas toujours être gardé, mais si l'enfant a été adopté depuis très jeune et qu'il se sent pleinement identifié avec sa famille d'adoption, nous ne voyons pas d'inconvénient à maintenir le secret. Il s'agit d'une question psychologique au sujet de laquelle les avis sont très partagés.

38.- (*Caractéristiques générales de la loi 18.590*) La nouvelle loi considère l'adoption comme "une figure d'exception". Selon la thèse classique, ce caractère d'exception n'admet pas une herméneutique analogique, car les mesures prises pour des cas déterminés ne peuvent être étendus à d'autres cas, qui sont régis par la loi générale ou le droit ordinaire. Or, actuellement l'analogie est admise, puisque le "*ratio*" du traitement exceptionnel correspond au cas non réglementé (Cf. CASTAN TOBEÑAS, José: "Teoría de la Aplicación e Integración del Derecho", Madrid, ed. Reus, p. 330). D'autre part, le jugement qui statue sur la séparation définitive du mineur de sa famille d'origine entraîne la perte de l'autorité parentale, si le mineur y était soumis. Cela implique des différences vis-à-vis du régime de perte ordinaire de l'autorité parentale en vertu de causes bien précises, et ce, tant de plein droit que sur demande d'une des parties. En cas d'adoption plénière, la cause est générique. Dans le régime ordinaire, l'autorité parentale peut être réhabilitée, mais la loi relative aux adoptions, selon laquelle elles ne sont révisables, et seulement annulables, la réhabilitation de l'autorité parentale des parents d'origine ne peut avoir lieu.

39.- (*Conditions pour être adoptants*) Actuellement, peuvent devenir adoptants non seulement les couples mariés, mais également les personnes célibataires ou les couples en union concubinaire, même homosexuelle. Ils peuvent adopter soit individuellement, soit en couple, à condition que le couple, y compris après union matrimoniale, ait une durée de quatre années au moins et une différence de plus de quinze ans par rapport à l'adopté. Cette différence peut être réduite jusqu'à une limite qui admette raisonnablement que l'adopté soit l'enfant de l'adoptant, à savoir, la puberté

légale (14 ans pour l'homme, 12 pour la femme). Il faudra une période de garde, favorable au développement intégral du mineur, d'une année au moins.

40.- (*Conditions pour être adopté*) L'âge maximum est de 18 ans, avec la différence d'âge visé au paragraphe précédent. Age minimum: légalement, une année, soit la durée minimum de la période de garde. Comme les adoptantes peuvent être célibataires, l'adopté n'est pas inscrit comme enfant légitime présente hors délai. Si dans un couple marié, le mari, par exemple, est déchu de l'autorité parentale, et que son épouse s'unit en concubinat avec un tiers qui adopte le mineur, celui-ci doit être inscrit comme enfant naturel du concubin. L'enfant aurait donc une double filiation: légitime vis-à-vis de sa mère, et naturelle vis-à-vis de son père. S'ils contractaient mariage entre eux, nous estimons qu'il y aurait légitimation par mariage subséquent, et le mineur aurait une filiation légitime vis-à-vis de ses père et mère, car elle convient à son intérêt supérieur plus que la filiation naturelle. Il s'agit là d'une circonstance qui est passée inaperçue pour le législateur, qui n'a pas apporté solution à cette question.

41.- (*Effets de l'adoption*) L'adoption n'a pas d'effets rétroactifs, en dépit du maintien de l'interdiction du mariage en cas de lien de parenté. L'adoption est parfaite depuis l'inscription de l'enfant au Registre de l'état civil en tant qu'enfant propre. Ses effets découlent du caractère définitif du jugement conformément à la procédure. Il ne peut être ni modifié ni révoqué mais son annulation pourrait être demandée. Quant au secret de l'adoption plénière, il faut en distinguer les effets sur l'adopté et sur les tiers. Concernant l'adopté, il a droit à connaître son origine dès le plus tendre âge. Le droit des tiers n'est pas illimité mais restreint à deux cas: a) pour des raisons d'ordre médical s'il était nécessaire de connaître l'origine l'adopté, avec son consentement ou celui de ses descendants bénéficiaires d'une étude médicale, et b) si dans le cadre d'une instruction judiciaire, même à l'encontre de la volonté de l'adopté, il fallait connaître son origine en tant qu'élément de preuve.

42.- (*La loi 18.590 et le notariat*) La nouvelle loi est particulièrement restrictive concernant l'intervention du notaire en matière d'adoption. Elle interdit d'une part au notaire de confier la garde de l'enfant aux fins d'adoption par acte public. Nous estimons que cette interdiction ne devrait pas s'appliquer si la garde est confiée sans fins d'adoption. Il faut toutefois souligner que la nouvelle loi prescrit l'intervention obligatoire du pouvoir public pour confier la garde d'un mineur à des tiers, de sorte que cela n'est plus possible par acte notarié public ou autrement. Nous sommes d'avis que l'exclusion du notaire, en tant qu'expert indépendant, doit être revue par le législateur.

43.- (*Principales innovations de la loi 18.590 concernant l'adoption*) Nous avons déjà évoqué au paragraphe N° **31** les principales innovations de la Loi 18.590 en matière d'adoption. En premier lieu, l'augmentation de l'intervention de l'Etat en matière administrative et juridictionnelle. En deuxième lieu, la compétence du tribunal du domicile du mineur s'agissant de la séparation volontaire de la famille d'origine. En troisième lieu, avant de statuer sur l'adoption, la garde des enfants ne peut plus être confiée par un notaire. En quatrième lieu, l'INAU est le seul organisme compétent pour sélectionner les familles adoptantes. En cinquième lieu, la loi introduit une modalité générique de perte de l'autorité parentale de la famille d'origine lors du prononcé de la séparation définitive, différente des causes de perte précédemment en vigueur. En sixième lieu, elle dispose que l'adoption est un régime d'exception. En septième lieu,

l'adoption plénière peut être confiée à des personnes seules et même à des homosexuels. Nous croyons qu'il faut prendre en considération l'intérêt supérieur de l'enfant et être très prudent avant d'accorder l'adoption plénière d'un mineur à un couple d'homosexuels, et plus particulièrement, à un homosexuel singulier. Il convient enfin de rappeler le souci du législateur de conserver les liens de l'adopté avec sa famille d'origine et de mettre en place un régime de visites avec les membres de cette famille.

44.- (*Considérations générales sur la loi 18.590*) Aux considérations visées au paragraphe précédent s'ajoute l'élimination du secret de l'adoption plénière dans tous les cas et le fait que les liens avec la famille adoptante ne sont pas renforcés afin de conserver ceux qui lient l'adopté à la famille d'origine. De plus, il aurait fallu faciliter, plutôt que compliquer, les démarches bureaucratiques pour autoriser l'adoption plénière. Il est encore prématuré de faire une évaluation de l'application de la nouvelle loi.

45.- (*Communications relatives au thème à l'étude*). Comme indiqué au paragraphe N° 16, seront examinées les communications relatives au thème à l'étude, à l'occasion du XXVII^e Congrès international du Notariat. Tout d'abord, pour éviter les difficultés bureaucratiques il convient de permettre l'intervention du notaire, en sa qualité d'expert impartial. La multiplicité des démarches requises par cette loi en matière d'adoption plénière semble contraire à sa promotion. Il faut également prendre en considération l'intérêt supérieur du mineur dans la sélection d'adoptants homosexuels. Dans tous les cas, puisque la famille adoptive est censée reproduire la famille biologique, il convient qu'elle soit formée d'un couple, homo ou hétérosexuel, et non par un individu seul, quelle qu'en soit son option sexuelle.

SYNTHÈSE PARTICULIÈRE DU RAPPORT ET PROPOSITIONS DIVERSES

46.- (*Finalités visées par ce travail*) Ce travail, comme précisé au paragraphe N° 16, vise trois finalités primordiales. La première (paragraphe 17 à 26) est de passer brièvement en revue le droit de famille en général, ainsi que les éléments qui ont influé sur sa transformation. La deuxième (paragraphe 27 à 44) porte sur la loi 18.590 relative à l'adoption plénière, promulguée le 18 septembre 2009 en Uruguay. La troisième et dernière (paragraphe N° 45), vise les propositions que nous estimons pertinentes concernant l'adoption, telle qu'elle est aujourd'hui en vigueur en Uruguay (paragraphe N° 55).

47.- (*Famille et lien de famille*) La première finalité consiste en un bref exposé relatif à la famille, au lien de famille et à son évolution, ainsi qu'aux changements qui ont influé pendant ces dernières années sur les transformations constantes du droit de famille, en général, et du droit uruguayen en particulier. Nous avons retenu une notion juridiquement simple de famille et du lien de famille, qui nous a permis de suivre son évolution, notamment en Uruguay, depuis le début du XXI^e siècle.

48.- (*Causes du changement du droit de famille. Fonctions microéconomiques de la famille*) Parmi les causes du changement du droit de famille, il faut souligner le déclin de ses fonctions macroéconomiques (travail, logement, etc.), et sa réduction aux fonctions microéconomiques (affection, parenté, etc.), au sujet desquelles le rôle de la famille est pratiquement irremplaçable.

49.- (*Idem. Progrès médicaux et biologiques. Transsexualisme et espérance de vie*) Les progrès médicaux et biologiques ont également été mis en relief. Il y a toujours eu sexualité sans procréation, mais désormais, il y a procréation sans sexualité, et transsexualisme non seulement dans les comportements (façons d’agir, homosexualité), mais aussi dans la morphologie corporelle. L’étude évoque également l’augmentation de l’espérance de vie et la diminution de la mortalité infantile, qui permettent la relève des générations sans pour autant augmenter le nombre des familles.

50.- (*Idem. Incorporation de la femme au monde du travail. Facteurs philosophiques et idéologiques*) Devenue moins dépendante de l’autre sexe, la femme participe à une nouvelle répartition des pouvoirs, des facultés et des devoirs. Elle ne peut plus consacrer tout son temps aux membres de sa famille, ce qui rend moins nécessaire le mariage, désormais réduit à sa dimension affective et sentimentale. A cela s’ajoutent les facteurs philosophiques et idéologiques qui ont abouti à une prise de position clairement volontariste vis-à-vis de la famille. C’est ce que l’on appelle “subjectivisation” du droit de famille.

51.- (*Idem. Expansion des unions non matrimoniales*) A l’affaiblissement progressif du mariage s’associe son rapprochement avec les unions non matrimoniales, au point que l’on parle de l’agonie du mariage légal. Comme la question de l’adoption est concernée par ces modifications, l’Etat doit veiller particulièrement à l’adoption des mineurs.

52.- (*Modalités d’évolution de l’adoption en Uruguay*) La deuxième partie de ce rapport porte, entre autres, sur l’évolution de l’adoption en Uruguay jusqu’en 2009. L’adoption admettait traditionnellement deux modalités: l’adoption simple ou ouverte, aussi bien de mineurs que de majeurs, qui ne détruisait pas les liens avec la famille d’origine et était révoquant pour des raisons graves, et la légitimation adoptive ou adoption plénière, qui était irrévocable.

53.- (*Principales innovations introduites par la loi de 2009*) L’adoption simple ou ouverte de mineurs âgés de moins de 18 ans a été éliminée, le devoir de secret imposé par le régime précédent a été abrogé, et les droits de l’Etat ont été élargis.

54.- (*Innovations de la loi de 2009 relative aux adoptions*) Comme indiqué aux paragraphes **32** et **43**, la réforme légale a porté sur quatre grands points. Le premier point est l’augmentation de l’intervention du pouvoir public dans l’adoption, même si cela n’est pas entièrement nouveau. Cela a fait l’objet d’une présentation succincte aux paragraphes **34** et **37**. Si le tribunal ne parvient pas à maintenir l’enfant dans sa famille d’origine, il ordonne son insertion familiale, tâche d’éviter son placement en institution et prend en considération l’avis de l’enfant, celui de ses parents ou de ceux qui l’ont gardé, dans le cadre de la procédure volontaire, et en cas d’opposition, de la procédure extraordinaire. Avec l’expédition du jugement d’adoption, il est procédé à l’inscription du mineur au Registre civil comme enfant inscrit hors délai. C’est alors que naît l’état d’enfant “adoptif”.

55.- (*Diverses propositions à propos de la loi de 2009 relative aux adoptions*) En premier lieu, il convient que le notaire, expert en droit et agent impartial en vertu de sa

profession, intervienne activement dans la procédure d'adoption de mineurs, et n'en soit pas systématiquement exclu. En deuxième lieu, l'intervention notariée évite les complications bureaucratiques qui entravent la procédure d'adoption plénière. En troisième lieu, puisqu'un homosexuel seul peut demander l'adoption plénière d'un mineur, il faut veiller particulièrement sur l'intérêt supérieur de l'enfant. En quatrième lieu, pour toutes ces raisons, un couple d'homosexuels est préférable à un adoptant simple, quelle qu'en soit son option sexuelle. En cinquième lieu, nous estimons que le secret de l'adoption plénière ne devrait s'appliquer qu'aux tierces personnes.

Chapitre IV

Maître Gustavo ORLANDO

56.- (*L'auteur et le titre*) El travail de Maître **Gustavo ORLANDO**, intitulé: "Maternité non souhaitée. Deux choix juridiquement possibles" est résumé ci-après.

57.- (*Choix possibles pour la maternité non souhaitée en Uruguay*) L'auteur examine les deux choix prévus par la loi en Uruguay concernant la maternité non souhaitée: l'avortement et l'adoption. Il convient d'abord de préciser que le terme de maternité comprend à la fois la maternité et la paternité, car du fait de l'acte biologique de la conception et de la procréation, l'homme autant que la femme acquièrent des droits, des devoirs et des obligations sur les conséquences futures de cet acte.

58.- (*Adoption et avortement*) Depuis la création du Code Civil, notre droit a prévu l'adoption comme une manière de donner au mineur et même aux personnes majeures, une famille capable d'apporter le soutien et la protection que la famille biologique ne pouvait offrir. En ce qui concerne l'avortement, la loi 18.987 du 17 octobre 2012 a récemment été promulguée en Uruguay. Elle régit l'"*Interruption volontaire de la grossesse*" et dépénalise l'avortement sous les conditions et circonstances prévues par cette loi et son décret réglementaire numéro 375 du 22 novembre 2012.

59.- (*Origine et évolution de l'adoption*) L'adoption prend son origine dans le droit romain. Elle a été incorporée au Code Civil uruguayen comme une figure utile qu'il fallait réglementer. L'adoption du Code Civil a ensuite été modifiée par le Code de l'enfance, loi 9.342 du 6 avril 1934, qui a réglementé l'adoption des mineurs, alors que le Code Civil s'applique toujours à celle des personnes majeures. Plus tard, la loi 10.674 de 1945 a consacré la légitimation adoptive, selon laquelle l'adopté est assimilé du point de vue juridique aux enfants légitimes ou issus du mariage.

60.- (*Loi 18.590 du 18 septembre 2009*) Le processus d'étude de cette question en Uruguay a abouti à l'adoption de la loi 18.590 du 18 septembre 2009 qui tout en modernisant cette institution, a conservé certains principes de base, à savoir: a) l'intérêt supérieur de l'enfant, b) le consentement de l'adopté, c) son droit à l'identité, d) son droit à vivre en famille, e) son le droit a la intimité. Depuis la promulgation de cette loi, elle est applicable à l'adoption de mineurs ou adoption plénière, alors que le Code Civil reste applicable à l'adoption simple de personnes âgées de plus de 18 ans. Depuis la prise d'effet de la nouvelle loi, la légitimation adoptive est comprise dans l'adoption plénière, car la loi dispose que toutes les adoptions de mineurs sont des adoptions

plénières, puisque les mineurs sont accueillis au sein de la famille adoptante comme un enfant légitime.

61.- (*Modalités d'adoption*) Du point de vue notarial, l'adoption simple de personnes majeures doit en Uruguay être constatée par acte sous seings publics, conformément à l'art. 248 du Code civil uruguayen, alors que l'adoption plénière de mineurs ne pouvait être conférée, avant la promulgation de la nouvelle loi, qu'à la fin d'un procès judiciaire. Selon la loi 18.590, l'adoption des mineurs doit également faire intervenir un procès judiciaire. L'art. 147 de la loi précise que le jugement définitif et sans appel, inscrit à la Direction générale du Registre de l'état civil confère au mineur la qualité d'enfant inscrit hors délai.

62.- (*Intervention du pouvoir public et exclusion du notaire*) Bien que toutes les dispositions de la loi 18.590 cherchent à garantir les droits du mineur, elles n'auraient pas dû omettre l'assistance du notaire au juge chargé de contrôler la réglementation de l'adoption. Les parents biologiques auraient pu faire valoir par-devant le notaire, véritable agent de l'autonomie de la volonté, leur volonté par rapport aux futurs parents adoptants.

63.- (*Avortement*) La loi 18.987 du 17 octobre 2012 intitulée "*Interruption volontaire de la grossesse*" régit l'avortement en Uruguay. Il s'agit d'une loi toute récente, promulguée le 22 octobre 2012 et publiée dans le "Diario Oficial" le 30 octobre de cette année. Selon l'art. 15 de la loi, elle est en vigueur depuis le 22 novembre 2012. Dans ce délai d'un mois, le Pouvoir exécutif a rédigé et promulgué son décret d'application numéro 375/012, qui a été publié au "Diario Oficial" le 29 novembre de cette même année.

64.- (*Accords préalables à la sanction de la loi 18.987 et position de l'opposition*) Cette loi est l'aboutissement de plusieurs projets présentés au parlement au cours des dernières législatures et le résultat d'un accord parlementaire entre le parti politique du gouvernement et une minorité parlementaire. Il rencontre l'opposition d'une partie des parlementaires qui ont engagé une procédure de référendum qui aura lieu lors des prochaines élections nationales.

65.- (*Aspects principaux de la loi 18.987*) L'auteur étudie les aspects les plus importantes de cette loi, soit notamment: a) la dépénalisation de l'avortement et l'abrogation du régime pénal antérieur, b) les principes applicables, c) les conditions nécessaires pour permettre l'interruption de la grossesse, d) les droits, devoirs et obligations de la femme et de l'homme, des institutions de santé et des gynécologues, e) l'objection de conscience des institutions et des médecins, f) le domaine d'application de la loi.

66.- (*Portée de la nouvelle loi*) La loi uruguayenne va au-delà de la réglementation de l'interruption de la grossesse. L'art. 1^{er} dispose que "*L'Etat est tenu de garantir le droit à la procréation consciente et responsable. Il reconnaît la valeur sociale de la maternité, il protège la vie humaine et encourage le plein exercice des droits sexuels et reproductifs de toute la population*". Comme indiqué dans cet article, la loi ne régit pas seulement les conditions de l'avortement, mais aborde aussi, conformément aux lois précédemment en vigueur, la santé sexuelle et reproductive et

s'efforce de résoudre certaines difficultés pour éviter l'avortement. En ce sens, la loi 18.426 relative à la "*Protection du droit à la santé sexuelle et reproductive*" du 20 novembre 2008, promulguée le 1^{er} décembre 2008 et publiée le 10 décembre de la même année, établit à l'art. 1^{er} que l' "*Etat est tenu de garantir les conditions requises pour assurer le plein exercice des droits sexuels et reproductifs de toute la population*".

67.- (*Conditions de la dépénalisation de l'interruption de la grossesse*) La loi uruguayenne prescrit que l'interruption de la grossesse n'est passible d'aucune peine pourvu qu'elle ait lieu suivant les procédures indiquées par cette loi, auquel cas, les arts. 325 et 325 bis du Code pénal ne sont pas applicables. En résumé, l'interruption doit alors intervenir: a) dans les douze premières semaines de gestation ; b) la femme doit au préalable demander une consultation dans une institution de soins afin de mettre le médecin au courant des circonstances de la conception, de sa situation économique, sociale et familiale ; c) sa situation est évaluée par une équipe interdisciplinaire composée d'un gynécologue, d'un obstétricien et d'un psychologue et éventuellement d'autres experts ; d) la femme est informée par cette équipe des dispositions de la loi, des risques que représente l'avortement et de la possibilité, par exemple, de donner l'enfant en adoption (art. 3, alinéa 3 de la loi 18.987 du 17 octobre 2012) ; e) à partir du rendez-vous avec l'équipe, la femme dispose d'un délai de réflexion de cinq jours minimum, à l'expiration duquel, si elle persiste en sa volonté, la procédure est coordonnée pour sa réalisation immédiate.

68.- (*Responsabilité des médecins et des institutions de soins de santé*) La loi traite particulièrement des aspects relatifs à la responsabilité des médecins et professionnels de la santé, ainsi que des institutions de soins de santé, qui sont tenus de garantir la réalisation de la procédure d'interruption à tout moment, sur l'ensemble du territoire et à toutes les femmes qui en font la demande, aux seules limitations prévues par la loi.

69.- (*Informations à donner à la femme et éventuellement à l'homme. Intervention du notaire*) La plupart des procédures d'information prévues par la loi qui concernent la femme et, éventuellement, l'homme, doivent se conformer aux conditions prescrites par la loi 18.335 du 15 août 2008, relative aux procédures d'information. En ce sens, compte tenu de la célérité requise par l'interruption, le notaire pourrait prendre acte du consentement des volontés dans un document notarial valable *erga omnes*, faisant foi, rapide et sûr.

SYNTHÈSE PARTICULIÈRE DU RAPPORT ET PROPOSITION

70.- (*Proposition finale*) Maître Gustavo ORLANDO tient à exprimer sa préoccupation devant le XXVII^e Congrès international du Notariat car le notaire a été ignoré ou tenu à l'écart par les deux lois analysées, à savoir : a) d'abord, la loi 18.590 du 18 septembre 2009, relative à la nouvelle adoption plénière des mineurs, qui méconnaît la compétence du notaire, véritable agent de l'autonomie de la volonté (paragraphe N° 62). En effet, les parents biologiques auraient pu faire appel au notaire, dans le cadre d'une réglementation appropriée, pour faire valoir leur volonté face aux futurs parents adoptifs ; et, b) ensuite, la récente loi 18.987 du 17 octobre 2012 relative à l'interruption volontaire de la grossesse, qui compte tenu de la célérité requise par la procédure légale, pourrait prévoir l'intervention du notaire pour prendre acte du

consentement des volontés dans un document notarial valable *erga omnes*, faisant foi, rapide et sûr (paragraphe N° 70).

Chapitre V

Maître Alicia SANTOS

71.- (*L'auteur et le titre*). Le travail de Maître Alicia SANTOS est intitulé: "Du mariage ecclésial au mariage égalitaire. Deux siècles d'évolution". Il est synthétiquement exposé ci-après.

72.- (*Introduction*) El projet de loi de "mariage égalitaire" a jusqu'à présent été approuvé (février 2013) par la chambre des députés, mais n'a pas encore été examiné par les sénateurs. Or, comme le parti du gouvernement qui a lancé ce projet dispose de la majorité parlementaire, il est presque sûr qu'il sera transformé en loi dans les mois prochains. Vu l'importance de ce projet, même s'il ne fait pas encore partie du droit positif uruguayen, l'auteur a décidé de présenter son étude au Congrès.

73.- (*Mariage en Uruguay*) Depuis les dernières décennies du XIX^e siècle et jusqu'à la première décennie du XXI^e siècle, l'institution du mariage a gardé en Uruguay les mêmes caractéristiques que dans la plupart des pays latins, selon le modèle du Code civil français. Le mariage, tel que défini par le Code civil uruguayen actuel, est un acte civil, solennel et public, doué d'une certaine stabilité et permanence, qui exige de deux personnes de sexe différent la libre manifestation de leur volonté de s'unir. Aucun article du Code civil ne dit spécifiquement que les conjoints doivent être de sexe différent, mais cette condition est implicite dans l'ensemble du chapitre consacré au mariage et dans d'autres articles du Code qui parlent toujours du "mari" ou de la "femme". Le mariage produit un certain nombre d'effets personnels et patrimoniaux, non seulement pour les époux mais aussi pour leurs descendants. Son importance comme pilier de la famille et l'importance de celle-ci comme fondement de la société, sont des prémisses pacifiquement acceptées.

74.- (*Changements de la société au XX^e siècle*) Au cours du XX^e siècle, la société uruguayenne connut des changements, comme l'accès de la femme au monde du travail et l'augmentation du nombre des divorces, qui ont affaibli l'institution du mariage, remplacé par d'autres types d'unions non matrimoniales. Celles-ci ont à leur tour été à l'origine de types de familles différents, par leur constitution et leur fonctionnement, de la famille occidentale traditionnelle du XIX^e siècle et d'une bonne partie du siècle dernier.

75.- (*Famille et concubinat*) Las familles fondées sur une union non matrimoniale n'étaient presque pas évoquées par la loi uruguayenne. Et encore moins, si une telle union avait lieu entre deux personnes du même sexe, même si cette situation devenait relativement fréquente. Dans les dernières décennies du XX^e siècle, cette réalité a commencé à gagner du terrain et demandait une reconnaissance légale. C'est dans ce scénario et suite à la lutte auprès du parlement et aux pressions et manifestations des homosexuels, individuelles et de groupe, au niveau national comme international, que notre droit positif a adopté la loi 18.246 du 27 décembre 2007, dite "loi de l'union concubinaire". Elle régit la communauté de vie et de biens entre deux personnes unies

par un lien d'affection, quels qu'en soient le sexe, l'identité ou l'option sexuelle. L'union concubinaire doit être reconnue par les tribunaux à la demande des concubins, ce qui exige une certaine solennité (à la différence du simple concubinat).

76.- (*Types légaux de famille*) Depuis 2007, deux types “ légaux” de famille coexistent en Uruguay : deux types d'union entre deux personnes décidées à fonder une vie commune qui comprend des rapports sexuels et éventuellement, la procréation: le mariage et l'union concubinaire. Cette loi a fait le premier pas en Uruguay vers l'acceptation légale de l'union des couples homosexuels. L'union concubinaire est cependant différente de l'union matrimoniale. Par exemple, elle ne crée pas des liens de famille, à la différence du mariage, et les concubins ne jouissent pas du même respect et de la même reconnaissance sociale.

77.- (*Demande d'égalité vis-à-vis du mariage traditionnel*) La reconnaissance légale d'un type différent de conjugalité pour les couples homosexuels n'a pas mis fin en Uruguay à leur revendication de leur droit à contracter mariage à égalité de conditions avec les couples hétérosexuels.

78.- (*Mariage égalitaire*) Dans ce panorama social et sans l'approbation générale de la société, un projet de loi dit de “mariage égalitaire” est présenté au parlement. L'union de deux personnes du même sexe, désignée sous le nom de “mariage” éveille de vives polémiques. Le projet de loi uruguayen de “mariage égalitaire” vise à établir l'égalité des homosexuels et transsexuels avec les hétérosexuels en matière de mariage. Notre législateur a choisi de changer pour l'avenir le concept de mariage retenu jusqu'à présent par notre Code civil, dont les caractéristiques ont été précitées. Ce projet de loi traite non seulement du mariage, mais aussi de ses effets directs sur la famille fondée sur cette union.

79.- (*Nouvelle notion de mariage*). L'art. 1^{er} du projet définit le mariage comme “l'union permanente entre deux personnes du même sexe ou de sexe différent”. Les personnes peuvent donc se marier, quelle que soit leur identité ou leur orientation sexuelle, ce qui introduit divers changements dans les rapports de famille créés par ce mariage. En sont des exemples les amendements introduits en matière de célébration du mariage, de divorce, de pension alimentaire entre anciens conjoints, de nom et de filiation.

80.- (*Principaux changements du Code civil uruguayen proposés par le projet de loi*). La première nouveauté, c'est la possibilité pour deux personnes du même sexe de contracter mariage (art. 1^{er}). Deuxièmement, les anciens conjoints sont obligés de se verser des aliments si le mariage a duré dix ans au moins. La pension alimentaire est versée pendant une période au maximum aussi longue que celle du mariage (art. 183). Troisièmement, l'un quelconque des conjoints, quel qu'en soit le sexe, peut demander le divorce sur sa seule volonté (art. 187). Quatrièmement, une nouvelle cause de divorce est établie, à savoir, le changement d'identité de genre de l'un des conjoints (nom ou sexe enregistré) ou le renversement de son identité, s'ils ont lieu après l'union matrimoniale (art. 148). Cinquièmement, de nouveaux concepts juridiques sont introduits: ceux de “conjoint concepteur”, “conjoint non concepteur” et “géniteur juridique” (arts. 214 à 221).

81.- (*Nouveaux concepts juridiques*) Passons maintenant à un examen approfondi des changements proposés en matière de filiation légitime ou matrimoniale. Le projet introduit les concepts cités à la fin du paragraphe précédent, qui, selon une interprétation stricte, ne pourraient s'appliquer qu'à des couples d'hétérosexuels ou de lesbiennes, qui seuls admettent un conjoint capable de concevoir. Cela s'avère impossible pour les couples homosexuels composés de deux hommes, puisqu'aucun d'entre eux ne peut concevoir (l'homme engendre, la femme conçoit).

82.- (*Interprétation du projet*) De la lecture des articles et de l'esprit du projet de loi figurant dans son exposé des motifs se dégage l'intention du législateur de garantir que tous les mariages (quel que soit le sexe de ses membres) soient sur un pied d'égalité. Voilà pourquoi il a utilisé les expressions suivantes : "conjoint concepteur", "non concepteur" et "conjoint participant à la conception" (soit en concevant, soit en engendrant, selon qu'il s'agit d'une femme ou d'un homme) et conjoint n'y ayant pas participé. Si cette interprétation est acceptée, tous les mariages seront compris dans les dispositions de ce projet de loi, car l'homme autant que la femme peuvent participer à la conception. L'un et l'autre peuvent être des parents juridiques. Nous devrions accepter cette acception large des expressions utilisées par le législateur.

83.- (*Défauts et éventuelles corrections*) L'un des grandes défauts de ce projet de loi est l'utilisation d'un langage juridique peu clair. L'autre, c'est l'introduction des modifications relatives à la filiation légitime et aux actions d'état civil. Ces questions visaient évidemment dans le Code civil le mariage hétérosexuel. L'auteur estime, conformément à la doctrine retenue par la Commission de droit civil de l'Association des Notaires de l'Uruguay, qu'il aurait été plus judicieux de proposer une réforme comme celle de la loi espagnole, qui omet les actions d'état civil (enquête de paternité, contestation de filiation etc.).

84.- (*Synthèse finale*) L'Uruguay fait un pas important pour la société en légalisant l'union des couples homosexuels. Cependant, de grands doutes planent. On se demande si ce changement important du mariage et de la famille fondée sur le mariage, qui constituent le socle de la société, est positif. L'avenir le dira.

SYNTHÈSE PARTICULIÈRE DU RAPPORT ET PROPOSITION

85.- (*Proposition finale*). L'étude de Maître Alicia SANTOS cherche à porter à la connaissance du XXVII^e Congrès international du Notariat un projet de loi qui sera vraisemblablement adopté par le parlement très bientôt et promulgué par le gouvernement uruguayen, qui aura un impact incontestable sur le droit positif uruguayen et dont l'influence pourrait s'étendre à d'autres législations. Comme précédemment indiqué (paragraphe N° 78), l'introduction de ces dispositions dans le droit national suscite de profondes controverses. Nous estimons, comme proposé par l'auteur, que le texte du projet aurait dû omettre les actions d'état civil (contestation de filiation, de légitimité, etc.), prévues par le Code civil à l'intention des couples hétérosexuels et s'abstenir d'un langage étranger à ce contexte.

Chapitre VI

Maître Alicia GONZALEZ BILCHE

86.- (*L'auteur et le titre*). Maître **Alicia GONZALEZ BILCHE**, l'auteur de cette étude, est notaire et docteur en droit. Elle a intitulé son travail "Réflexions relatives au droit successoral pour cause de décès en République Orientale de l'Uruguay". Nous en présentons un résumé dans les pages suivantes.

87.- (*Système positif successoral en Uruguay*). La première partie du travail examine la notion de succession pour cause de mort, réduite d'abord à la figure de base de la mutation de l'élément subjectif, malgré la subsistance du rapport juridique original. L'objectif final est de répondre à la question: que se passerait-il si la disparition du *de cuius* privait de titulaire les situations juridiques? Il faut examiner la raison d'être pratique et la justification théorique de l'héritage: quel est l'objectif de la succession?

88.- (*Le sujet dans la relation juridique successorale*) La mort entraîne nécessairement la discontinuité d'un élément primordial de la relation juridique : le sujet. C'est là que le droit des successions intervient pour rétablir la continuité juridique des relations de droit que le sujet, en décédant, laisse sans titulaire. Cette idée de successeur, en matière de droit successoral, part d'une fiction, selon laquelle le successeur universel assure la continuité du *de cuius*. Aujourd'hui fondée sur les biens patrimoniaux, cette fiction était à l'origine extrapatrimoniale: son fondement, d'origine mythique, métaphysique ou religieuse, remonte au droit romain.

89.- (*Evolution du droit successoral*) Le travail passe brièvement en revue l'histoire de cette institution dans le droit romain et ensuite, dans le droit germanique au Moyen Age, et examine l'influence du droit canonique et la mutation obligée suscitée par l'apparition de deux phénomènes économiques essentiels: a) l'économie des échanges, b) la monnaie, l'argent en tant que dénominateur commun des échanges.

90.- (*Objectifs de la succession*) Le développement de l'exposé montre que l'objectif de la succession est la sécurité des opérations de transfert de la propriété, qui est une contribution indéniable de la classe bourgeoise. Dès lors, le droit successoral contribue à garantir la normalité de la vie économique et la continuité morale et spirituelle de la société humaine, et ce, en perpétuant les rapports juridiques au-delà de la vie de l'individu qui a les originaires établis. En général, les sociétés participent aujourd'hui aux successions par l'intermédiaire de l'Etat, non seulement par l'instauration d'un ordre de préséance, mais aussi et surtout, en déduisant une partie de la valeur de la masse en tant qu'impôt sur les successions.

91.- (*Modes de présentation du phénomène successoral*) L'auteur développe ensuite les différents modes de succession: a) par acte entre vifs et b) pour cause de mort. De plus, la succession peut être: a) particulière ou à titre particulier, lorsqu'un sujet en remplace un autre dans l'exercice d'un droit déterminé, par exemple: l'acquéreur remplace le vendeur comme titulaire du droit de propriété sur un bien concret ; b) universelle ou à titre universel, lorsqu'un sujet en remplace un autre pour

l'exercice de la totalité ou d'une partie aliquote des relations patrimoniales dont celui-ci était le titulaire.

92.- (*Concept de droit successoral*) Le droit des successions est la branche du droit privé qui régit la succession pour cause de mort et, surtout, l'avenir des titulaires des relations patrimoniales actives et passives d'une personne après sa mort. La tâche principale du droit successoral est de déterminer qui va continuer les rapports juridiques dépourvus de sujet par la mort d'une personne, et comment combler cette discontinuité.

93.- (*Système successoral positif en Uruguay*) Le but poursuivi est de présenter le phénomène successoral en Uruguay, en analysant les règles en vigueur et en montrant surtout comment les dispositions récentes, relatives à des phénomènes nouveaux, ont été harmonisées avec l'ensemble du droit classique consacré, en substance, par le Code civil.

94.- (*Régime successoral du Code civil uruguayen*) Le Code civil uruguayen, dont le Livre III est intitulé: "Modalités d'acquisition de la propriété" définit ce régime successoral. Selon ce Code, l'acquisition "universelle" prévoit que l'héritier acquiert en tout ou partie une universalité, en l'occurrence, le patrimoine du *de cuius*: l'ensemble des rapports juridiques dont celui-ci était titulaire, estimables en argent. En sont exclus tous les biens et droits innés, concernant lesquels aucune succession n'est possible, ni générale ni particulière.

95.- (*Succession et continuité de la personnalité du de cuius*) Il faut mentionner les effets de la succession héréditaire issue de l'idée de continuité de la personnalité du *de cuius*: a) la responsabilité *ultra vires haereditatis*; b) l'héritier ne peut pas contester les actes accomplis par le *de cuius*; c) le transfert de la propriété de bonne ou de mauvaise foi du *de cuius*; et d) la succession litigieuse.

96.- (*Modalités de la succession en Uruguay*) En Uruguay, la succession peut être testamentaire ou *ab intestat*, selon qu'il existe, ou non, un testament par lequel le *de cuius* dispose de ses biens, et selon qu'il existe des héritiers réservataires. Dans le premier cas, s'il y a un testament, il constitue l'axe central de l'affaire; en cas de succession *ab intestat*, il faut procéder conformément à l'ordre établi par le Code civil.

97.- (*Nouvelles institutions de droit successoral*) L'auteur passe en revue quelques-unes des nouvelles institutions, dont certaines ont fait l'objet de dispositions légales, par exemple, l'union concubinaire et le fidéicomis testamentaire. Il réfléchit sur ces institutions et sur leur insertion dans le système du droit successoral. Sont également évoquées d'autres institutions différentes, notamment du domaine des droits de l'homme: la reproduction assistée et la disparition forcée.

98.- (*La succession et le droit international privé*) L'exposé finit par un bref résumé des solutions proposées par le droit international privé. Dans le cadre de la mondialisation actuelle, la question des relations humaines ne saurait être limitée aux frontières nationales, comme c'était le cas autrefois. Cela pose des problèmes sans cesse présents qui obligent les juristes à rester vigilants et à connaître non seulement la loi nationale, mais aussi le droit étranger, afin de conseiller convenablement leurs clients et d'apporter des solutions appropriées dans chaque cas particulier.

SYNTHÈSE PARTICULIÈRE DU RAPPORT ET PROPOSITION

99.- (*Proposition finale*) Le travail examine l'objet du droit successoral, les éléments qui ont eu des incidences sur son évolution générale et sur sa définition. Il analyse la succession en Uruguay, ses différents régimes et ses effets. Il souligne en conclusion les caractéristiques de la mondialisation et l'importance du droit international privé pour mieux connaître les problématiques actuelles.

----- o 0 o -----

CONCLUSIONS GÉNÉRALES DU THÈME I

100.- Comme indiqué dans le résumé des divers travaux soumis au Congrès, ces études abordent plus ou moins profondément les différents sous-thèmes du Thème I, "Réflexions du Notariat relatives au droit de famille et des successions face aux nouveaux rapports sociaux", dont les présentes conclusions sont transmises à Monsieur le Coordonnateur international.

101.- Les communications présentées s'accordent à souligner l'importance de **l'intervention du notaire dans les activités évoquées**, puisque le notaire est un professionnel impartial doué de l'expertise requise. Il est compétent, par exemple, pour prendre acte de la volonté en matière de droits de l'homme ou pour effectuer les démarches relatives à l'adoption plénière, dont il a été exclu, alors que son intervention pourrait alléger la procédure désormais d'ordre judiciaire et administratif. Le notaire pourrait également être l'agent de l'autonomie de la volonté concernant l'interruption volontaire de la grossesse, dont la procédure légale impose des délais exigus.

102.- En matière proprement dite d'**adoption plénière, nous estimons que les couples adoptants** sont à préférer aux **adoptants singuliers**, bien que la loi les admette. En effet, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant ou de l'adolescent, la famille adoptive devrait reproduire les paramètres (père et mère) de la famille biologique.

103.- Toujours en matière **d'adoption plénière de mineurs, nous estimons qu'il faut en simplifier les démarches judiciaires et administratives**, afin de faciliter les adoptions.

104.- En matière de **testament ordinaire, il faudrait alléger les lourdes formalités d'enregistrement de la volonté du testateur**, sans pour autant les supprimer, pour garantir la liberté et la spontanéité de la volonté.

----- o 0 o -----

Voilà tout ce qu'il m'appartient de vous informer, Monsieur le Coordonnateur international, avec l'expression de ma haute considération et de ma plus grande estime.

Maître Enrique AREZO PIRIZ
Coordonnateur national pour l'Uruguay

XXVII INTERNATIONAL CONGRESS OF THE NOTARIES ASSOCIATION

Lima (Peru) – 10th -12th October 2013

DELEGATION OF URUGUAY

**Subject I: “Reflections of the Notaries Association regarding family
and succession law in view of the new social relations”**

**REPORT FROM THE NATIONAL COORDINATOR TO THE
INTERNATIONAL ONE**

--- O O O ---

Montevideo, 26th February 2013

Mr. International Coordinator of the XXVII International Congress of the Notaries
Association,
N.P. Pascal CHASSAING.

Regarding what you have stated in your communication of last 12th November, I
hereby send you a report with several suggestions from the local Notaries Association
with reference to Subject I mentioned above. For the purpose of structuring this report, I
will proceed to make some observations regarding the works presented.

Chapter I

Introduction

1.- The same amount to five works made by the Notaries of the country. Such
works are the ones written by N.P. Ruben B. SANTOS BELANDRO, N.P. Alicia
GONZALEZ BILCHE, N.P. Gustavo ORLANDO, N.P. SANTOS and the undersigned
N.P. Enrique AREZO PIRIZ.

2.- The aforementioned works were in line with the guidelines indicated in their
notes. Some, in general, make reference to general aspects regarding family and
succession law. Other works make a basic introduction on family law, to later, expand
on filiation and adoption. In some specific case two alternatives regarding unwanted
pregnancy are analyzed: adoption and abortion. In another case, the work analyzes the
matter related to the national project for same-sex marriage currently understudy by the
senate of the Republic of Uruguay. In addition, the issue of succession law due to *mortis
causa* has also been presented. Overall, we have reflected on all matters related to the
pertinent program that has been considered. Hence, this report has been given, to the
International Coordinator, a structure similar to the works presented.

Chapter II

Rúben B. SANTOS BELANDRO

3.- *(The author and the title)*. First of all, we will refer to the work of N.P. **Ruben B. SANTOS BELANDRO** which the author named: “Reflections of the Notaries Association regarding Family and Succession Law in view of the new social relations (marriage, evolution of the marital bond, divorce, filiation, adoption, heirship), which abstract appears below.

4.- *(Expansion of the codification)* The trend of codification that spread through Europe and later through Latin America since XIX century tried to introduce a number of principles in the local societies where the codes were in force. Firstly, the law unification, a sole legal solution for the entire country; secondly, the supremacy of the law before any source of law, which led to a legal-centrism; thirdly, the idea of the perpetuation of law by itself and through itself, of the legal institutions included in the approved codes. It was believed that the presence of a code in the different legal branches, strengthen national institutions, and thus, the State itself.

5.- *(Causes for the decline of the codification)* Those ideals which supported the codes from the eighties and nineties did not last long, or strictly speaking, lasted the time during which the social institutions remained stable. Under the influence of the economy – great destroyer and maker of institutions – of the rise of agnosticism in terms of religion, of the expansion of democracy with its ideas of participation of all members of the social body and the equality of its members, the private law institutions and specifically, of family law underwent a deep modification.

6.- *(Modern evolution of family law)* Someone who observes what happened from the current year of 2013, will inevitably have contradictory feelings: on the one hand, the vast majority of the family institutions acclaimed by national and state codes were destroyed even in their minimum details (empty glass), but, on the other hand, such person will observe, nevertheless, the extensive appearance of new ways in which humans are living that, only fifty years ago, were unthinkable (full glass). Those who aim to entirely picture the evolution of family law should take these two aspects of the same reality into consideration and carry out a balance, a conjunction, a search for new senses in order to get a clear idea of what is happening, and that is the wish of the XXVII International Congress of the Notaries Association.

7.- *(The new family in the present)* The family is and will continue to be the base of society, without family civility cannot exist, it would be impossible to think of a polis, since it is there that the first dealings of interaction between individuals, between elderly and young people, values are included in the genders, as well as anti-values, and limits between allowed and prohibited things are established. However, this, which has always been this way, currently has a different meaning: the family imposed as a model by the codes of the last centuries is no longer something to imitate, and to replace it, several types of families have appeared that the law will necessarily have to take into

account in order to comply with the essential principles it is concerned about: equality among its members avoiding any type of discrimination whatsoever and the protection of the weakest member belonging to it. But nothing else; the strongest trend that is currently seen is that the State clearly intends to avoid having to impose a family model, the election of what type of family each one wishes to have should be the choice of the interested party.

8.- (*Marriage transformations*) As a consequence of the latter, marriage has also been transformed. At present, it seems difficult to clearly provide for a definition of marriage based on comparative law: it was impossible to definitely impose the singularity and polygamy marriages or simultaneous existence of marriage and cohabitation had to be recognized; formality has also fallen, in Western civilization each time a greater number of couples celebrates their wedding with their beloved ones without having to go through the Registry of Civil Records, notwithstanding the fact that a civilization that amounts to 1.4 billion of human beings has adopted the consensual marriage, like the Muslim one for instance; the stability of marriage was destroyed due to the urbi et orbe spread of divorce; and more recently, it seems that same-sex marriage is also being introduced. Nowadays, how can we define marriage? Trying to define it must be the hardest task for those devoted to the study of law, and some individuals are pleased to consider it as a stable relationship that generates economic support and mutual affection, which dangerously places it close to a friendship relationship.

9.- (*Matrimonial property regime*) Regarding the property regime of marriage and the dissolution of couples, the outlook does not seem to be that conflictive: the property regime is subject to the principle of free will through a prenuptial agreement, and in those countries where the latter option is not recognized, they nevertheless do have the possibility to take legal action in order to modify the legal regime under which they married. The legal regime is only applied subsidiarily, which is increasingly moving towards the spouses' joint property.

10.- (*Divorce*) In terms of divorce, although it is admitted in almost every country in the world, some of them establish a minimum limit of existence of the marital figure, so as to avoid anticipated and reckless decisions that necessarily appear as consequence of starting a new marital status. The grounds for divorce are pretty similar in every country, but some of them practice discrimination in favor of the woman, which is against the fundamental rights of men as in such countries women are allowed to divorce at their sole will. It seems that, when the new bill on same-sex marriage is passed, the situation will change in Uruguay.

11.- (*Filiation*) Filiations were affected by the new and not so new biotechnological progress: the possibility to have sons without sexual intercourse, to create an embryo outside the mother's womb to later implant it in the latter, the possibility to access eggs and semen (anonymous) aiming to satisfy the wish of becoming a father or a mother when nature did not allow them to do so. Recently, and as state health organizations begin to master the technique, people have started to use subrogate maternity, womb or uterus rental, generating something alarming: the right to the child, to one with certain characteristics, a desire that will become increasingly stronger as medical techniques progress. The greatest interest of the minor child considered a legal person, strongly promoted by the United Nations Convention on the

Rights of the Child, could be affected due to the alienation of the subrogate mother, who is merely seen as an object or reproductive mechanism and of the child to be born, who is sought to have certain morphological characteristics and eventually intellectual ones.

12.- (*Free will*) On the other side of the life circle, and although it is not included in the topics of the Congress, there are individuals at an increasingly important age stage: the human world lives more and more, generating the presence of those individuals called the elderly or individuals in the ageing process. These individuals require a specific treatment of their peculiarities; something that States have slowly began to contemplate. The main one is to remain living in accordance with those principles that have governed their entire life, also the one to eliminate the legal draconian distinction between “able” and “disabled” and recognize special disabilities and simultaneously spheres of action where the individual is able to perform without any type of help. This idea of self-control that seems to prevail among the elderly has allowed for the development of the “statements regarding self-disability” where each person decides what to do from a sanitary point of view when the person is not in a position to decide. There, the notary has a new field of action, when taking into account the will of the individuals who are interested in solving these aspects of their life.

13.- (*Extension of the free will*) With the fall of the paradigms of law, it was possible to extend the free will in most of the aspects of family law. The disorganized use of surnames seems to be one of them. State legislations started to grant couples having sons, the right to establish in which order they will place these surnames, suppressing the legal model imposed, which recognized the predominance of the patronymic one (in Spanish-speaking countries) or the matronymic one (in Portuguese-speaking countries).

14.- (*Problems derived from the facilitation of will*) In terms of succession, there is a serious problem for testamentary matters, since there is a strong trend, promoted by the Hague Convention in force regarding that matter, to move towards increasingly lighter testamentary types. Although excessive harshness would not be acceptable, removing any formality does not seem to be acceptable either. In the People’s Republic of China, for example, the traditional formal will or one contained in a CD or before two witnesses is valid. As we all notaries know, formality is not an aim on itself, instead it can achieve several objectives, one of them and probably the most relevant one is to establish the will of the testator given free of pressures and alterations. It seems worrisome to admit the Chinese liberalism insofar as both premises can be involved. If a Chinese businessman has assets in Uruguay and the solution suggested by the bill of international private law of Uruguay which regulates the formality of the will given the place of execution is accepted, there would be large difficulties to prove the authenticity and accuracy of the disposition of the last will of such individual, as well as obtaining the statement of witnesses located miles away, with a completely different language and culture. This trend to strengthen the free will in terms of succession may even affect the forced heirship entitled to the closest heirs, while it is stated that nowadays the woman and the sons work and have more independence, thus, the patriarchal cell, which allowed for solidarity among its members is unnecessary at present. This is something that will have to be further discussed in the current and future Congresses (U.I.N.L.).

15.- (*Conclusion*) To close up this brief *excursus* the inclusion of the human rights in the notaries' activities is shown as something increasingly menacing. Each person lives more intensively and consequently exercises his/her fundamental rights and exposes them before the notary that exercises in the different pertinent fields. The development of notarial research in this aspect is still too incipient and should be deepened in the future.

SUMMARY OF THE REPORT AND SEVERAL SUGGESTIONS.

16.- (*Final summary and several suggestions*) Given the progress regarding subrogate maternity we should try to avoid the alienation of the subrogate mother, who can be considered an object or merely reproductive mechanism (Paragraph N° **11**). It is advisable to find intermediate institutes between the full capacity and absolute disability so that the elderly can formulate statements regarding their own disability and where the notary has a wide range of action (Paragraph N° **12**). One could argue about the ways in which wills are granted, lightening, without excesses, ritualism currently in force (Paragraph N° **14**). We should carry out further discussions regarding the role of the notary in the different fields of action, specially, in connection with human rights (Paragraph N° **15**).

Chapter III

N.P. Dr. Enrique AREZO PIRIZ

17.- (*The author and the title*) The work of N.P. Dr. **Enrique AREZO PIRIZ**, is entitled "Filiations and Adoption" and he divides it in three items. The first item refers to the antecedents of the subject matter: the family, the family bond and the reasons for its transformation. The second one refers to the Uruguayan legislation and the new law on adoption dated 18th September 2009. The third one deals with the topic of the subject under study. The items will be briefly presented, separately.

18.- (*The family in general*) In the first item, the current notion of family based on marriage, cohabitation, and filiation is developed. The family is a *sociological, economic and legal* reality. Sociologically, the family is present in all societies, basically, in defense of its members. As the State undertakes its original family tasks, such roles are disgregated, even when the bonds such family has created remain strong. Economically speaking, the family constitutes a unit of production that is impossible to be constituted by an isolated individual. In terms of law, the existence of the family is universally recognized, although it does not constitute a moral personality.

19.- (*The family bond*). This can have a double nature: the *marriage* and the *filiation*, in other words, a blood's bond. This can be derived from the marriage, in which case it is called legitimate filiation or out of marriage, called natural filiation provided there has been a willingly recognition or legal statement of same. It can also derive from an artificial bond, called adoptive filiation.

20.- (*Evolution of the family bond*) Since the times of ancient Rome, we could see the predominance of the power of the pater family. The concept evolves towards the

notion of home (domus). But in the XX century, the evolution puts more emphasis in the benefit of the home. In Uruguay, there are laws regarding family asset (1938 and 1984), as well as the validation of the inheritance rights (1978). There is a reference to modern family census and the growing decrease of the marriage that led to the legal creation of the cohabitation and the family judicature.

21.- (*Reasons for the transformation of the family law: Changes in their socioeconomic functions*) Among the reasons for the transformation of the family law, the first item pointed out are the changes in the socioeconomic functions of family, which have slowly started to be included, the State or other social or economic organizations. From the macro social family functions, the ones that remain are the personal and micro social ones, such as the marital, parental and fraternal functions. In this aspect, the family still carries out functions of first order for which it is almost irreplaceable.

22.- (*Idem: Medical and biological advances*) Then the author mentions medical and biological advances, particularly in reference to the reproductive function, which has enable to dissociate, by increasing birth control methods, the sexuality of the reproduction. At the same time, the development of the technical ways of assisted reproduction separated sexuality from reproduction. Sexuality without reproduction has always existed, but nowadays we also have procreation without sexuality.

23.- (*Idem: Transexualism and lifespan*) Thirdly, the author makes reference to transexualism and lifespan. Those not only in their social aspects or behavior, but also in their morphological and physical aspects. Something that was almost unthinkable some years ago to be transformed by the human will, is currently subject to it, although such availability is not complete as there is no known possibility of modifying the genetic or chromosomal sex. In fourth place, there is a reference to the lifespan on the one hand, and the fall in child mortality on the other hand, which reduce the number and size of the family since less families and less sons are then needed for the generation relief.

24.- (*Idem: The incorporation of women into the world of work*) This has resulted in less dependency of women from their husbands' work, which led to a redistribution of powers, faculties and duties from one gender to the other in the family's internal structure. Women believe marriage is less necessary and that it is purely reduced to its emotional and sentimental dimension.

25.- (*Idem: Philosophical and ideological factors*) Family went from depending on objective and natural elements to subjective evaluation of individuals and States. A conception of a *contractual* family with a function that is not necessarily marital of equalitarian structure and plural configuration is being introduced. This is known as the "*subjectivization*" of family law. In Western culture, marriage has been brought closer to non-marital and homosexual unions. Hence, traditional marriage has been weakened and it is considered as an act of social conformity, lacking accurate, precise and specific content.

26.- (*The present situation of the family. The adoption*) Since procreation, support and education of the family, as well as its progressive socialization enable the

preservation of the society, the State cannot ignore compliance of those functions. Adoption is in the center of those issues. If the duty of the State is to defend the society's renovation of the generation, we do not manage to understand how this idea sympathizes with facilitating the access to abortion, particularly in a country like Uruguay, where the population is the same as fifty years ago and, in few years, social security will not be able to be sustained, due to lack of generational relief.

27.- (*Filiation and adoption*) Filiation has two major aspects according to the Western law. The one deriving from the parents that procreated the son, that is to say, are connected to the son through a biological bond and the one of those who received it by a voluntary act, which we denominate, in the broad sense, adoption. These two figures typical of family law are not close only because of the identity of their effects; they always aim at the well being, interest and happiness of the child. Thus, attempts have been carried out to eliminate any differences whatsoever between legitimate filiation and natural one, and to assimilate the rights of those fully adopted to such rights.

28.- (*Law N° 18.590 of 18th September 2009*) The second item refers to the Uruguayan legislation and law on adoption N° 18.590 of 18th September 2009. The author analyzes the law in force in ten items: I.- Introduction to the adoption. II.- Evolution of the Uruguayan legislation in terms of adoption. III.- General analysis of law N°. 18.590 dated 18th September 2009. IV.- General aspects of law N° 18.590.V.- Requirements to adopt and be adopted. VI.- Judgment, registration and further aspects. VII.- Effects of the adoption. VIII.- Law N°. 18.590 and the Notaries Association. IX.- Main differences of law N° 18.590 introduced in terms of full adoption. X.- General considerations of the law N° 18.590.

29.- (*Introduction to the adoption*) The law N° 18.590 modified the regulations of the Code of Childhood and Adolescence (hereinafter C.N.A for its Spanish abbreviation), and introduced significant modifications in the regulation of the adoption and the adoptive legitimation, now called full adoption of minors. Then it goes back to the Roman origins of the abrogation and the adoption that appeared due to the need of having a male descendent to keep the family cult. The first one referred to free individuals, the "*sui juris*" and the second one referred to those subject to authority or "*alieni juris*". The adoption required the intervention of the authorities. With Justinian, the formal requirements were simplified and simple adoption or "*minus*" appears.

30.- (*Disappearance of the Roman adoption and reappearance in XIX century*). With the disappearance of Paganism and the civil modifications of society, the adoption slowly disappeared. It reappears with the French Revolution by the end of XVIII century, since it allows for the fortunes to be equalized. But only once the Code is enacted and with Napoleon's ideas, the adoption is included in the legislation, but with severely strict requirements. These requirements were softened, without being suppressed, in the law dated 19th June 1923. At present, in France full adoption ("*plénière*") that eliminated any trace of biological filiation and simple adoption ("*simple*") coexist (laws 93-22 of 8th January 1993, N° 96-604 of 5th July 1966 and 2002-304 dated 4th March 2002 amended by law 2007-293 dated 5th March 2007 and full one (laws Nos. 76-1179 of 22nd December 1976, and Ord. N° 2005-759 of 4th July 2005. and N° 96-604 of 5th July 1996. The French legislation had great prestige among the laws that organized simple and full adoption in Uruguay.

31.- (*Origin of the current adoption in Uruguay*) Legal thinking before the Civil Code of 1868 was of indifference. In the report of this Code there is an eulogistic explanation that includes articles 223 to 231, By law N° 7.270 of 13th October 1920, the consent of the adoptee or in case of a disabled adoptee, of his/her legal representative was imposed, it became mandatory to register the adoption in a public deed and the General Registry of Adoptions under the supervision of the General Directorate of the Civil Registry was created. By law N° 9.342 of 30th April 1934, the Children's Code was passed, which ruled the adoption in articles 156 to 172. Doctrine and case law considered these to be the applicable regulations. In law N° 10.674 dated 20th November 1945, adoptive legitimation was introduced, nowadays known as full adoption. Law N° 16.603 of 19th October 1994, reincorporated same to the Civil Code. On 28th September 1990, Uruguay ratified the Universal Convention on the Rights of the Child (hereinafter the Convention) that would play an impact on the amendments of law N° 18.590. Among other things, a reference can be made towards the right of the child since birth, whenever possible, to get to know his/her parents and to be taken care by them (art. 7°, paragraph. 1) Conv.), to the preservation of the identity, including the nationality, name and family relationships (art. 8°, item 1 Conv.), the child's right to regularly maintain personal relationships and direct contact with both parents (art. 9°, item 3) Conv.), grant the child the opportunity to be heard in every legal or administrative procedure affecting the child, whether directly or through a representative (art. 12, num. 2) Conv.), recognition of the adoption system ensuring that the greatest interest of the child is the main consideration (art. 21, ab item, Conv.). Law N° 16.603 of 19th October 1994 regulated former adoption of the Civil Code. The C.N.A. kept both types of adoptions similar in relation to minors: "simple" or "open" adoption, which is the former adoption and adoptive legitimation, to which international adoption was added. Eventually, the National Registry of Adoptions is modified since the former one does not ensure the preservation of and access to the minimum essential information of the family of origin.

32.- (*Analysis of law N° 18.590*) Treatment of item III follows, with a general analysis of law N° 18.590, which is applied in compliance with the C.N.A. to minors of ten and eight years old, and the regulation of the Civil Code regarding the adoption of individuals of legal age are still in force. The new law develops four points with great emphasis: a) the interference of the authorities in everything that refers to full adoption, b) the concern that the ones taking care of the minors be the same family of origin or biological family, with preference over the adoptive parents, always trying to avoid the institutionalization of the child or adolescent, c) carry out a tidy selection of adoptive parents and d) the situation of the confidentiality of the full adoption to seek for the connection of the minor with his/her family of origin.

33.- (*Increase of the interference of the authorities in the adoption*) This is carried out through the Family Courts of First Instance and the Institute of the Childhood and the Adolescence in Uruguay (INAU for its Spanish abbreviation), and it is stated that the progenitor, relative or not, that has the custody of a minor and who decides not to continue taking care of same, has to state it "in advance" before the pertinent organisms and that the same obligation applies to the person receiving a minor of whom such obligation has not been complied with. In case a hospital service hears from the minor, it should provide such information to the pertinent organisms, which will take the appropriate steps for the matter, having to communicate the situation

before the Judge fulfilling the regulations of the injunction proceedings of the General Code of Process.

34.- (*Separation of the child from its family of origin and family incorporation*)

In case the Family Court cannot leave the child with his/her family of origin, it will order the child's incorporation in a family, avoiding the institutionalization of the child, in an order of foster care homes *selected* by the INAU, in line with the regulations of the extraordinary proceedings, and the child or adolescence has to be heard, as well as the child's progenitors and those who had the child under their custody, and if possible, another family member up to the third degree of consanguinity, and the judge with jurisdiction is the one of the residence of the minor, who is not the same judge as the one with jurisdiction to order the adoption, the latter is the one of the residence of the adoptive parent. The adoption will only be carried out provided that the minor does not keep emotional ties either with his/her progenitors or with his/her family of origin. The INAU shall provide the minor with adequate homes. The consent for adoption must be granted before the judge with full knowledge and with due counseling. It is important to point out the diversity of the legal proceedings used in this law. Injunction proceedings for the adoption of interim measures regarding de abandoned minor; extraordinary proceedings to order the definitive separation of the minor from the family of origin and minor's incorporation in an alternative family aiming for adoption. In the end, there is the voluntary process to decide upon the adoption, what we believe to be a serious difficulty for achieving the adoption of minors.

35.- (*Keeping the child in the family of origin*)

The judge must chose the family of origin over de adoptive one and when possible, must order the measures of family support needed to ensure such bond. Adoption will only be accepted in case adoptive parents undertake responsibility to preserve the bond with the family of origin.

36.- (*Selection of full adoptive parents*).

This task is to be carried out by the INAU and the General Registry of Adoptions. When the minor is abandoned, a preferential order to incorporate such minor in his/her family of origin is established: firstly, a foster care home; secondly, custody by third parties, with or without the objective of adoption and, eventually, an institutional home offering guarantees for the minor's adequate development. Adoption will only be accepted provided the adoptive parents undertake responsibility to preserve the bonds with the family of origin, in this case, being obliged to establish a visitation schedule. It is not possible to understand how if the son is recorded in due time and the full adoption seeks the incorporation of the adoptive son as another son of the adoptive family both requirements can be conciliated. Since confidentiality was eliminated and replaced by an interdisciplinary team that aims to "supervise compliance with the right to know the origin and identity of the adopted child", these new changes do not surprise us at all.

37.- (*Elimination of the confidentiality of full adoption*).

There are several regulations regarding this aspect. Thus, it will not be valid for the consent for the separation of the son to be born or within thirty days of his/her birth and will only be valid if it has been granted before the judge with the needed counseling and aware of the regulations it implies. The present legislator has not hidden his/her preference that the adopted child be entitled to know about his/her condition as such at the earliest age, as advised to the parents, for each particular case. It was not always possible to keep confidentiality, but if the minor was adopted at an early age to the new adoptive family

in which the son felt fully identified with, we do not see inconvenient in keeping it confidential. After all, this is a strongly debatable physiological matter.

38.- (*Main characteristics of law N° 18.590*) The new law makes reference to the fact that “the adoption is an institute of exception. According to the classic thesis, as it is a institution of exception, it does not accept an analogical hermeneutics, since, as they are established for specific cases, the same cannot be extended to diverse cases, which are subject to the general or common law. Nevertheless, in modern times, the analogical application is accepted provided the “*ratio*” of exceptional treatment corresponds to the unregulated case (Conf.: CASTAN TOBEÑAS, José: “Theory of the Application and Integration of Law”, Madrid, ed. Reus, pag. 330). On the other hand, the ruling sustaining the definitive separation from the family of origin will determine the loss of the parental authority if the minor is subject to it. This entails differences with the regime of the loss of regular parental authority by limited grounds, either of full right or upon request of the interested party. Here the reason is generic. In the regular regime, the parental authority can be rehabilitated. But in the adoption law, since they cannot be revised, only annulled, no rehabilitation can be carried out.

39.- (*Requirements to be an adoptive parent*) Nowadays, in addition to a marriage couple, a single person or a couple cohabitating including homosexual couples are eligible to be adoptive parents, they may either adopt individually or as a couple, provided the couple has, even if married, been together for four years and with a difference of at least fifteen years in relation to the individual to be adopted, which can be reduced up to a limit that reasonably allows the adopted individual to be a son of the couple, what is understood to be legal puberty (14 years for boys and 12 years for girls). There should be a term of custody, positive for the complete development of the minor, of no less than one year.

40.- (*Requirements to be adopted*) A maximum age of 18 years with the difference of age referred to in the precedent paragraph. Minimum age: legally, one year that is the minimum term of the custody. Since single parents can adopt, the adopted individual is not registered as legitimate son presented after expiration of the term. If in a married couple, for example the husband losses the parental authority and his wife starts to cohabit with a third person who adopts the minor, such minor should be registered as natural son of the non-spouse, which would cause the son to have a double filiation: legitimate one in connection with the mother and natural one in terms of the father. If the mother and the person cohabiting with her married each other, we believe that legitimation due to subsequent marriage would take place and the minor would have legitimate filiation in relation to both parents, as we believe such filiation to be better for the greatest interest of the minor compared to the natural legitimation. This constitutes an inadvertency of the legislator who did not bring a solution for the matter.

41.- (*Effects of the adoption*) The adoption does not have retroactive effects, without prejudice of the existence of decisive restrictions of kinship for marriage. The adoption is perfect since the son is registered as own in the Registry of Civil Records. Its effects can be seen in the procedural strength of the ruling. It cannot be revised but its annulment can be requested and in addition, it is irrevocable. Regarding the confidentiality of the full adoption, there are different effects, the ones related to the adopted individual and third parties. Regarding the first one, the adopted individual is entitled to find out about his/her origin at the earliest age. Regarding third parties, they

do not have unlimited right and such right is restricted to two cases: a) medical reasons when it is necessary to know the origin of the adopted individual requesting the consent of the adopted individual or his/her descendants in case they could benefit from the medical research referred to above, and b) when in a legal investigation, even against the will of the adopted individual, the origin of the adopted individual needs to be revealed to be used as evidence.

42.- (*Law N° 18.590 and the Notaries Association*) The new law was particularly restrictive regarding the intervention of the notary in terms of adoption. On the one hand, it prohibits the granting of custody or guardianship with the objectives of adoption through public deed. We believe such prohibition is not sustained when the granting does not intend for adoption. However, it is important to take into account the mandatory intervention of authorities over this law, with or without public deed, the new law does not allow granting of the minor to third parties. From our viewpoint, the exclusion of the notary as an independent technician will have to be revised by the legislator.

43.- (*Main innovations of law N° 18.590 regarding adoption*) Reference to the main innovations of Law N° 18.590 regarding adoption has already been made in Paragraph N° **31**. In the first place, the increase of the interference of the State in administrative and jurisdictional matters. In the second place, the establishment of the jurisdiction of the Court where the minor resides regarding his/her voluntary separation from the family of origin. Thirdly, before deciding upon the adoption, the granting of minors to be adopted disappears. Fourthly, the INAU is the only competent organ to decide upon the selection of the adoptive families. In fifth place, a new generic form of losing the parental authority was introduced when the definitive separation from the family of origin was accepted, which differs from the ones in force until that moment. In sixth place, it is established that the adoption is a regime of exception. In seventh place, single individuals and even homosexuals are allowed to adopt. In our opinion, in this sense the child's greatest interest must be taken into account and extreme care has to be taken when giving children in full adoption to homosexuals, either as couples, or particularly, as single individuals. And, eventually, it is important to notice the concern to preserve the ties with the family of origin and the visitation schedule to be agreed upon with them.

44.- (*General overview of law N° 18.590*) In addition to what have already been stated in the previous Paragraph, reference will be made to the elimination of the confidentiality in the full adoption in all cases and to the fact that the bonds with the adoptive family are not reinforced in order to preserve the bonds of the family of origin. Bureaucratic obstacles should have been made easier, not harder, to have access to full adoption. It is considered premature to be able to evaluate the new law under study.

45.- (*Lectures regarding the subject under discussion*). As already mentioned in Paragraph N° **16**, lectures regarding the subject under discussion will be shown, taking advantage of the opportunity of the XXVII International Congress of the Notaries Association. Firstly, trying to avoid bureaucratic obstacles, the performance of a technical and impartial professional such as a notary should be permitted. The multiplicity of procedures created by this law seems to be contradictory to the spread of the full adoption. Nevertheless, the greatest interest of the minor must be taken into

account when selecting homosexuals as adoptive parents. And, since the adoptive family tries to convey the idea of the biological family, it is highly convenient for it to be integrated by a couple, homosexual or not, and not by a single individual, regardless his/her sexual choice.

SUMMARY OF THE REPORT AND SEVERAL SUGGESTIONS

46.- (*Purposes of this work*) As mentioned in the previous Paragraph N° 16, this work has three main purposes. Firstly, (Paragraphs Nos. 17 to 26) to present a brief reference of the family law, in general, and of the elements that have an impact on its transformation. Secondly, (Paragraphs Nos. 27 to 44) it refers to the legislation that, in terms of full adoption, has been enacted in Uruguay under law N° 18.590 dated 18th September 2009 and it ends, in third place (Paragraph N° 45), with the suggestions considered necessary regarding the adoption, currently in force in Uruguay (Paragraph N° 55).

47.- (*The family and the family bond*) Regarding the first purpose presented, brief reference has been made regarding the family, the family bond and its evolution, as well as the changes that over the last years have had an influence in the persistent transformations of the family law, in general, and in Uruguay, in a particular way. A legally simple notion and one of the familiar bond has been related, as well as its evolution, particularly in Uruguay over the current century.

48.- (*Causes for mutation of the family law*) It has been revised, among the causes of mutation of the family law, the decrease of its macroeconomic functions (work, housing, etc.), reduced to the microeconomic functions (affection, kinship, etc.) for which the role of the family is almost irreplaceable.

49.- (*Idem. Medical and biological advances. Transexualism and lifespan*) Medical advances have also been seen. There has always been sexuality without procreation; however, at present there is procreation without sexuality. Additionally, transexualism can be seen not only in the habits (ways of acting, homosexuality), but also in the morphology itself. Reference has also been made to the increase in the lifespan and the fall in child mortality, which reduce the number of families needed for the generational relief.

50.- (*Idem. The incorporation of women into the world of work. Philosophical and ideological factors*) This makes it less dependent on the other sex and forces for an equalitarian division of powers, faculties and duties. Women can no longer dedicate herself to taking care of her family members and that makes the marriage less necessary which, for women, is reduced to its affective and sentimental dimension. To this, there is the addition of the philosophical and ideological factors, which have led to the adoption of a family position that is clearly voluntary. This is called the “subjectivization” of the family law.

51.- (*Idem. Approach to non-marital unions*) Besides the progressive weakening of marriage, the marriage has also been brought closer to non-marital unions, to the extreme that reference is being made to the agony of the legal marriage. Given that the

issue of the adoption is in the middle of these problems, the State has to look after it, particularly in the adoption of minors.

52.- (*Ways of evolution in terms of adoption in Uruguay*) The second part of this report refers, among other topics, to the evolution in terms of the adoption in Uruguay until 2009, which has traditionally accepted two types: the simple or open adoption applicable to minors and individuals of age, which did not destroy the ties with the family of origin and was revocable in case of severe causes and the adoptive legitimation or full adoption, which was irrevocable.

53.- (*Main innovations introduced by the law of 2009*) The simple or open adoption was eliminated regarding minors of ten and eight years of age, the duty of confidentiality governing the former regime was abrogated, the rights of the State were reinforced.

54.- (*Innovations of the law of 2009 regarding adoptions*) As mentioned in Paragraphs N° **32** and **43**, the modification basically affected four points. In the first place: the increase of the interference of the authorities in the adoption, although not entirely new. That has already been presented, briefly, in Paragraphs Nos. **34** and **37**. If the Court fails to maintain the child with his/her family of origin, it will order the child's family incorporation, trying to avoid his/her institutionalization and upon hearing the child, his/her progenitors or whomever has the child's custody, subject to the voluntary process and in case of objection, through the extraordinary one. With a transcript of the judgment of the adoption, there will be a request for the minor to be recorded in the civil registry as a son registered after expiration of the term and on that moment, the status of "adoptive" is born.

55.- (*Several suggestions to be made to the law on adoptions of 2009*) In the first place, the advantage of having a notary, law expert and impartial professional due to his/her capacity, actively taking part in the process of adoption of minors, without the power to systematically exclude such notary. Secondly, such intervention by the notary avoids bureaucratic complications that hinder the process of full adoption. In third place, it is considered that, since a homosexual without a couple is allowed to carry out a full adoption of a minor, the greatest interest of said minor should be particularly contemplated at the time of the adoption. In fourth place, for the reasons stated above, it is considered that a couple of homosexuals would be more appropriate than a singular individual regardless the adoptive parent sexual preference. In fifth place, regarding the confidentiality of the full adoption, it is considered that the same be limited to third parties.

Chapter IV

N.P. Gustavo ORLANDO

56.- (*The author and the title*) The work of the N.P. **Gustavo ORLANDO** is entitled: "Unwanted pregnancy. Two alternatives that are legally possible" and which are summarized below.

57.- (*Alternatives to unwanted maternity in Uruguay*) The work tries to develop the two alternatives established by the Uruguayan law to unwanted maternity: abortion and adoption. It is important to clarify, in the first place, that all references to maternity have a double reference to maternity and paternity, in the sense that for the merely act of conception and procreation, both the man and the woman, acquire rights, duties and obligations regarding potential consequences to be produced by such act.

58.- (*Adoption and abortion*) Since the Civil Code, our right established the adoption as a way of providing the minor and even the individual of age, with a substitute family where the adopted individual could find support and the shelter that the biological family could not supply. Regarding the abortion, Uruguay has recently passed law N° 18.987 dated 17th October 2012, which regulates the “*Voluntary Interruption of Pregnancy*”, meaning that the Uruguayan legislation has legalized the abortion, but subject to conditions and under the circumstances set forth in the law and its regulatory decree number 375 dated 22nd November 2012.

59.- (*Origin and evolution of the adoption*) The adoption has its origin in the Roman law, and it was incorporated to the Uruguayan Civil Code as an institute considered useful, hence its regulation was pertinent. The adoption of the Uruguayan Civil Code was modified by the Code of the Child, law N° 9.342 dated 6th April 1934 that regulated the adoption of minors, the Civil Code still applying for the individuals of legal age. With the settlement of law N° 10.674 of the year 1945, the Uruguayan law regulated the adoptive legislation by which the adopted individual would acquire the same legal status of the legitimate sons or the ones born inside the marriage.

60.- (*Law N° 18.590 of 18th September 2009*) The result of the process given to the matter in Uruguay was law N° 18.590 of 18th September 2009 by which a modernization of the institute was carried out, keeping some basic principles such as: a) the greatest interest of the child, b) to be heard, c) the right to the identity, d) the right to live in a family, e) the right to intimacy, all rights referred to the adopted person. Since then, law N° 18.590 applies for the adoption of minors or full adoption, whilst the civil Code applies for the adoption of persons of legal age or simple adoption. Due to the effect of the new law, the adoptive legitimation has been absorbed by the full adoption, in the extent that the law establishes that all adoptions of minors will be full adoptions, since minors will be incorporated to the adoptive family as a legitimate son.

61.- (*Types of adoption*) From a notarial point of view, the simple adoption of persons of legal age in Uruguay must be granted by public deed according to art. 248 of the Uruguayan Civil Code, while the full adoption of minors, before the new law could only be granted through a legal process. Art. 147 of the law establishes that the final judgment filed with the General Directorate of the Civil Registry grants the minor the capacity of son registered after the expiration of the term.

62.- (*Interference of the authorities and removal of the notary*) Although it is believed that all forecast stated by law N° 18.590 are made based on the minor, it is also considered that with greater regulation and control by the judge, the role of the notary as a true author of the free will should not have been put aside, that within a framework of adequate regulation, the biological parents could have claimed with the potential adoptive parents.

63.- (*Abortion*) Law N° 18.987 of 17th October 2012 on the “*Voluntary Interruption of the Pregnancy*” regulates the abortion in Uruguay. It refers to a law that has recently been written, enacted on 22nd October 2012 and published in the Official Gazette on the 30th day of the same month and year. In compliance with art. 15 of the law, the same became valid thirty days after it has been enacted, term during which the Executive Branch had to regularize same, thus, on 22nd November 2012, regulatory decree number 375/012 was dictated and enacted on 22nd November 2012 and published in the Official Gazette on the 29th day of the same month and year.

64.- (*Agreements prior to the passing of law N° 18.987 and the opposition*) This law is a consequence of several projects presented through out the legislative terms and the result of a parliamentary agreement between the political wing of the government and a parliamentary minority, thus, it has the disapproval of the parliamentary opposition, which is currently promoting a referendum to be carried out in the upcoming national elections.

65.- (*Main characteristics of law N°. 18.987*) The work presented studies the main characteristics of the law mentioned above, which mainly refer to: a) legalization of the abortion with reference to the criminal regime prior to said law, b) applicable principles, c) requirements to have access to the interruption of the pregnancy d) rights, duties and obligations of women and men, of the health institutions and of the gynecologists, e) objection of conscience by the institutions and doctors, f) law field of application.

66.- (*Scope of the new law*) The Uruguayan law goes beyond the regulation of the interruption of the pregnancy. Already in art. 1° it establishes that “*The State will guarantee the right to conscious and responsible procreation, it recognizes the social value of maternity, guards the human life and promotes the sexual and reproductive rights of the entire population*”. As it is implied by this article, the law is not limited to regulating the abortion, instead, in line with other laws previously passed, it includes sexual and reproductive health seeking to avoid those situations that could be avoided such as abortion. In this connection, law N° 18.426 on the “*Defense of the right to sexual and reproductive health*” written on 20th November 2008, enacted on 1st December 2008 and published on the 10th day of the same year and month, establishes in its art. 1° that the “*State will guarantee conditions for the exercise of the sexual and reproductive rights of the entire population*”.

67.- (*Conditions to legalize the interruption of the pregnancy*) The Uruguayan law stipulated that the interruption of pregnancy shall not be condemned if carried out following the procedures set forth by it, in which case arts. 325 and 325 bis of the Criminal Code will not apply. For doing so, and as way of summary, the interruption must be carried out: a) during the first twelve weeks of pregnancy b) the woman should make an appointment for a technical consultation in a health institution in order to inform the doctor the circumstances of the conception, as well as her economic, social and family situation, c) her situation will be revised by an interdisciplinary team integrated by a gynecologist, obstetrician and a philologist, being able to call other professionals and d) the team will inform the woman on the regulations of the law, informing the risks as well as the alternatives to abortion, such as, give the son in adoption (subsection. 3° of art. 3° of law N° 18.987 dated 17th October 2012). e) After

meeting with the team, the woman has a term of five days, upon which and if the woman still wishes to carry on with the abortion, the procedure will be immediately coordinated.

68.- (*Responsibility of the doctors and the health institutions*) Special treatment is given in the law to the aspects in connection with the medical responsibility of the health professionals, as well as the institutions that provide health services, guaranteeing the performance of the procedure for the interruption at all times, in any part of the country, and to all women, only with the limitations established by law.

69.- (*Information for the woman and occasionally for the man. Intervention of the notary*) The vast majority of the procedures of information established by the law should be carried out with the woman, and, occasionally, with the man, they will be fulfilled in accordance with the procedures established under law N° 18.335 dated 15th August 2008 in terms of the reported procedure. In this connection, and considering the celerity of the processes in which the interruption may be involved, it is believed that the notary could be granted participation in order to gather the consent of the wills in a notarial document that would have erga-omnes value and that given the nature of the profession, would be carried out quickly and safely.

SPECIFIC SUMMARY OF THE REPORT AND SUGGESTION

70.- (*Final suggestion*) It is important to specifically point out the concern of N.P. Gustavo ORLANDO before the XXVII International Congress of the Notaries Association regarding the fact that the notary has been put aside or postponed when the two laws previously referred to were enacted: a) firstly, law N° 18.590 of 18th September 2009 that regulated the new full adoption of minors, as the notary is a true author of the free will (Paragraph N° **62**), which within the framework of an adequate regulation, the biological parents and the adoptive parents could have claimed, and, b) secondly, with the recent law on the “voluntary interruption of pregnancy” N° 18.987 of 17th October 2012, given the rapidity of the procedures legally established the notary could be in charge of gathering the consent of the wills in a notarial document that would have erga-omnes value and considering the nature of his/her profession, it would be carried out safely and quickly (Paragraph N° **70**).

Chapter V

N.P. Alicia SANTOS

71.- (*The author and the title*). The work of the N.P. **Alicia SANTOS** is entitled: “From Ecclesiastic Marriage to Same-sex Marriage. Two centuries of evolution”, which is briefly summarized below:

72.- (*Introduction*) The bill of “same-sex marriage”, has, up to this moment (February 2013), what we call preliminary approval, as it was approved by the Chamber of Deputies, but the Senate still has to approve it. Nevertheless, the fact that the government’s political-wing has - promoter of the bill- has parliamentary majority, basically assures us that the project will become a law in the upcoming months. Given

its relevance, although it is not part of the Uruguayan positive law yet, the author still decided to present the matter in the Congress.

73.- (*Marriage in Uruguay*) Since the last decades of XIX century, the marriage institution has had the same characteristics that in most of Latin American countries, based on the French Civil Code. Marriage according to the current Uruguayan Civil Code is a civil, solemn and public act, benefitting from some stability and permanence and that, in order to be carried out, two persons of different sex have to freely state their will to contract same. None of the articles of the Civil Code particularly describes that the spouses have to be of different sex, but such characteristic is implied though out the entire Chapter and in further articles of the Code that make reference to the “husband” and the “wife”. The marriage produces several personal and proprietary effects, not only for those who marry but also for their descendants. The relevance of marriage as a family basis and of the latter as foundations of society is a peacefully accepted premise.

74.- (*Changes in society in XX century*) With the progression of the XX century, the Uruguayan society underwent changes, such as the entry of women into the world of work and the rise of divorces, which caused the weakening of the marriage institution and its replacement for other types on non-marital unions, which at the same time, gave rise to the appearance of other types of families, different in their constitution and functioning in comparison to the traditional Western family of XIX century, and of the greatest part of the passed century.

75.- (*Family and cohabitation*) The families that were founded based on a non-marital union were basically not legislated under Uruguayan legal system. And, even less, when such union was carried out between two persons of the same sex, situation that started to take place with higher frequency. Over the last decades of the XX century, that reality which demanded legal recognition, begun to be seen. In light of this situation and given the fight and requests of homosexuals before Parliament, isolated or in groups, both local and internationally, the “law N° 18.246 of 27th December 2007” known as the cohabitation union law, appears in our positive law. Such law governs the community life and property of two persons united by love, regardless of their gender, identity or sexual preference. The cohabitation union has to be legally recognized upon request of the concubines, thus, it requires certain formality (in opposition to the standard cohabitation).

76.- (*Legal family types*) Therefore, since the year of 2007, in Uruguay there is the coexistence of two “legal” types of unions between two persons to create a life in common that includes sexual relationships and may include, or not, procreation: marriage and cohabitation union. This law was the first step taken in Uruguay towards legally accepting the union of homosexual couples. However, the cohabitation union still has differences with marriage; for instance, it does not generate family relationships like marriage does and couples do not have the same social respect and recognition.

77.- (*Pursuit of equality compared to traditional marriage*) The legal possibility of an alternative way to married life for homosexual couples, did not prevent such couples in Uruguay from wanting the recognition of the right to marry in equal conditions as a straight couple.

78.- (*Same-sex marriage*) Considering the social circumstances, and without counting with the approval of the entire society, a bill comes to the Parliament, entitled “Same-sex Marriage”. The union of two persons of the same sex, and especially if such union is designated as marriage, generates a strongly controversial situation. The Uruguayan bill talks about “same-sex marriage”, undoubtedly referring to the equality that homosexuals, transsexuals and heterosexuals would have for marriage. Our lawmaker has chosen to modify, for the future, the current concept of marriage as it appears in the Uruguayan Civil Code, which characteristics have already been mentioned. This bill not only deals with marriage, it also refers to the effects caused by marriage and which are directly related to the family that can be originated by such marriage.

79.- (*New notion of marriage*). Art. 1° of the bill states the following: “marriage is the permanent union of two persons of the same or different sex”. It recognizes the possibility of two persons becoming married regardless their identity or sexual preferences, and it introduces several modifications in the family relationships originated by this marriage. For example, the changes introduced in terms of the execution of marriage, divorce, spousal support between former cohabitants, name and filiation.

80.- (*Main changes to be introduced by the bill into the Uruguayan Civil Code*). The first innovation is the possibility for two persons of the same sex to become married (article 1°). Secondly, it states the obligation of mutual spousal support between former cohabitants provided the marriage has lasted at least ten years. The term for the spousal support is up to a maximum of the same time the marriage lasted (art. 183). Thirdly, the possibility to dissolve the marriage by the sole will of any of the spouses, regardless of their sex (art. 187). Fourthly, a new ground for divorce appears, which is due to the change of the identity of the sex (name or sex at registration) or the revision of same when carried out following the marital union (art. 148). Fifth, new legal concepts appear: conceiving spouse, non-conceiving spouse and legal progenitor (arts. 214 a 221).

81.- (*Regarding the new legal concepts*) It is important to further review the changes undertaken in terms of legitimate or marital filiation. The concepts referred to in the previous paragraph appear, which, with a strict interpretation could only take place in straight or lesbian couples, since this is the only way in which there would be a conceiving spouse. On a homosexual couple integrated by two men such conceiving spouse would exist since none of them could conceive (men engender, women conceive).

82.- (*Interpretation of the bill*) From the reading of the articles and considering the spirit of the bill stated in the presentation of the reasons it seems that the lawmaker wished for all marriages (regardless the sex of its members) to be equal, thus the lawmaker used those terms “conceiving” and “non-conceiving” referring to the “spouse that took part in the conception (conceiving or engendering depending on the sex, man or woman) and the spouse that did not take part in such act. If this interpretation were accepted, all marriage would be included within the bill, as both men and women may participate in the conception. In addition, both can be legal progenitors. We should accept a broad definition of the terms used by the lawmaker.

83.- (*Deficiencies and possible corrections*) One of the largest deficiencies of this bill is that it does not use a clear language, legally speaking. And another deficiency is that it has not introduced the modifications mentioned above in reference to legitimate filiation and state actions, matters that were clearly stated in the Civil Code for the case of heterosexual marriage. She believes, in line with the doctrine of the Commission of Civil Law of the Notaries Association of Uruguay, that it would have been wiser to carry out the modification the way the Spanish lawmaker did it, leaving the state actions out of it (paternity investigation, answer of filiation petitions, etc.).

84.- (*Final summary*) It is considered that Uruguay is taking a significant step for the society towards legalizing the union of homosexual couples. Notwithstanding the latter, doubts still remain regarding whether or not, the fact that having considerably changed the foundation of the society- as marriage is- and the family it originates, is positive. Only time will answer this.

SPECIFIC SUMMARY OF THE REPORT AND SUGGESTION

85.- (*Final suggestion*) It is important to point out, in the work of N.P. Alicia SANTOS, her concern to inform the XXVII International Congress of the Notaries Association on the bill, that will imminently be passed in the Parliament and the enactment by the Uruguayan government of a bill that will have an undeniable impact on the positive Uruguayan law and which may influence other countries. Most certainly, as indicated in the work referred to above (Paragraph N° 78), its incorporation to the internal law is extremely controversial. We share her view regarding the fact that the bill should have left out the state actions (answer of filiation petitions, of legitimacy, etc.), which in the text of the Civil Code are made for straight couples and not try to use a language that is odd to its content.

Chapter VI

N.P. Dr. Alicia GONZALEZ BILCHE

86.- (*The author and the title*). The author is the Notary and Doctor in Law **Alicia GONZALEZ BILCHE** and her work is entitled: “Reflections regarding the succession due to death in the Oriental Republic of Uruguay”. Below is a summary of such work.

87.- (*Positive succession system in Uruguay*). The first part of the work is based on the notion of succession due to death, reduced at first, to the basic figure of mutation of the subjective element, but with the subsistence of the legally original relation. The final objective is to answer the following question: what would happen if the deceased left the legal situations without a holder? This leads to investigate the reason for the practical existence and theoretical justification of the inheritance: Which is the objective of the succession?

88.- (*The individual in the successor legal relationship*) Therefore, death suggests a necessary interruption in a fundamental element of the legal relationship as the individual is. And it is there where succession law tries to establish a legal continuity in

the legal relationships that the individual upon death (leaves without guard). Such idea of a successor, in terms of succession law, is based on the following fiction: consider that the universal successor operates like a continuation of the deceased person. Although nowadays it is supported by the patrimony, the origin of such fiction was extra patrimonial: the foundation has a mystic, metaphysic or religious origin and it goes back to the Roman law.

89.- (*Evolution of succession law*) The work briefly makes a historical presentation with references to the event in Roman law, in German law, in the Middle Age, the influence of the canonic law and the mandatory mutation that took place due to the appearance of two main economic events: a) exchange economy, b) currency, the metal as a common exchange denominator.

90.- (*Objectives of the succession*) From the entire development stated above, it emerges that: the objective of the succession is the security in the traffic in the circulation of the property, unquestionable contribution to the bourgeois class. Hence, succession law fulfills the function of guaranteeing the normality of the economic life and the moral and spiritual continuity in the human society; and this through the perpetuation of the legal relationships regardless the life of the individual, which, originally, contracted or granted those legal relationships. In general, at present the societies have a participation in the inheritances through the State, not only by means of call order, but mainly, through discounts of one portion of the value of the inherited estate as estate tax.

91.- (*Ways in which the succession occurs*) Continuing with the development, it is stated that the succession may occur: a) by *inter vivos* act and b) by *mortis causa*. In addition, there is also: a) particular succession or at particular title: when an individual replaces another individual in a certain right, for example, the acquirer replaces the transferor in the entitlement of the right to the ownership of an specific asset. b) universal succession or at universal title: when an individual replaces another individual entirely or in aliquot share of the patrimonial relationships owned by the former.

92.- (*Definition of succession law*) The succession law is the part of the private law that regulates the *mortis causa* succession and, basically, the destination of the ownerships of the active and passive patrimonial relationships of a person upon the death of such person. One of the main tasks of the succession law is to determine from whom and how, in case of death of a person, will the vacant legal situations continue.

93.- (*Positive succession system in Uruguay*) regarding this matter, the aim is to present the succession in Uruguay, in terms of the legislation currently in force that regulates same and, fundamentally, show how the newly enacted laws have been integrated, which refer to new events, with the classical basis of law substantially included in the Civil Code.

94.- (*Succession regime in the Uruguayan Civil Code*) The third book of the Uruguayan Civil Code: "Ways to acquire ownership" and it defines it as such. The expression of the Uruguayan Civil Code "universal mode" indicates that the heir totally or partially acquires the universality: the patrimony of the deceased: group of legal relationships owned by same and that can be monetarily valued. Therefore, all innate

things and rights are left out, in respect of which there is no possibility of succession of any type whatsoever, either general or particular one.

95.- (*Succession and continuation of the capacity of the deceased*) It is important to mention, for the purpose of the inherited succession derived from the idea of continuation of the capacity of the deceased, the following: a) *ultra vires hereditatis* responsibility; b) the heir cannot challenge the acts executed by the deceased; c) transfer of the possession in good or bad faith of the deceased, and d) succession in *litis*.

96.- (*Types of succession in Uruguay*) In Uruguay there is testate and intestate succession, depending on the existence, or not, of a will with the disposition of assets granted by the deceased. And depending if there are forced heirs or not, the first type referring to the testament act as the main axis, the second type referring to the call order established by the Civil Code.

97.- (*New institutes of succession law*) During the development of the work, reference was made to some new institutes, some which have already been object of legislation, such as, the cohabitation union and the testamentary trust and, therefore, reflect upon such institutes and their incorporation in the system of succession law. It also relates other institutes that are presented as different, particularly in the field of human rights: assisted reproduction and enforced disappearance.

98.- (*Succession and the international private law*) She finishes her work with a brief reference to the solutions of the international private law. In her viewpoint, in a globalized world as the contemporary world is, the matter of the human relations is not restricted to the boundaries of a State as it used to happen in ancient times. This shows an eternal problem, which forces lawmakers to be aware and know about the legislation not only the local one, but also the one outside the borders in order to be able to advise and bring proper solutions to the particular case.

SPECIFIC SUMMARY OF THE REPORT AND SUGGESTION

99.- (*Final proposal*) The work maximizes the object of the succession law, the elements that played an impact on its evolution in general and its notion. It analyzes succession in Uruguay, its different regimes and effects. It concludes outlining the characteristic of the present globalized world and the relevance of the international private law in order to be more aware of the current problems.

----- o 0 o -----

GENERAL CONCLUSIONS REGARDING SUBJECT I

100.- As presented, the diverse works have dealt with, in different degrees, the several sub-subjects referred to regarding Subject I “Reflections of the Notaries Association regarding family and succession law in view of the new social relations” and which general conclusions are submitted before the International Coordinator.

101.- There is a strong consent among the works presented regarding the importance of the **participation of the notary in the different duties of the related activity**, as it refers to a technical and impartial professional. Thus, in the reception of

the will with reference to human rights. Likewise, in terms of the proceedings of full adoption, where the notary has been excluded aiming to fasten the legal and administrative proceedings: And since it is the author of the free will in connection with the voluntary interruption of pregnancy where the terms are meager.

102.- In terms of the adoptions itself, it is convenient that the adoptive parents of the full adoption be a couple, and not a single adoptive parent, even when the law accepts it, based on the greatest interest of the child or adolescent that has to reproduce in the adoptive family the same parameters (father and mother) as the ones of the family of origin.

103.- Likewise, in terms of full adoption of minors it is convenient that the legal and administrative proceedings be simplified in order to facilitate the access to same.

104.- Regarding the standard will, the conservation of the heavy ways of registration of the will of the testator should be revised, but without eliminating it as a guarantee of the freedom and spontaneity of the will itself.

----- o 0 o -----

Sincerely yours,

N.P. Enrique AREZO PIRIZ.
National Coordinator URUGUAY